

revue

# SILENCE

décembre 2023  
n° 527 - 5,50 €

écologie  
alternatives  
non-violence

## Vivre et résister à *Longo Mai*



Agriculture : défendre les travailleu·ses exploité·es

Un centre de soin qui mêle santé et écologie

## LE RSA CONDITIONNÉ À 15 HEURES D'ACTIVITÉ ?



## LES CONTRÔLES AU FACIÈS, UNE PRATIQUE SYSTÉMIQUE ?



## VAGUE DE CHALEUR EXCEPTIONNELLE EN OCTOBRE



## DÉGRADATION INQUIÉTANTE DE LA SANTÉ MENTALE DES JEUNES



## Nouveaux points de vente

Chaque mois, de nouveaux points de dépôt proposent Silence à la vente :

- **Finistère** : Bruzhun, boulangerie solaire, 13 street Kervasgouezant, 29840 Lanildut, tél. : 07 67 07 28 66, <https://bruzhun.bzh>.

## Primevère, c'est déjà bientôt !

La 38<sup>e</sup> édition du salon de l'écologie et des alternatives *Primevère*, aura lieu les 1, 2 et 3 mars 2024 au parc Eurexpo près de Lyon. *Silence* y tiendra comme chaque année un stand. Nous vous invitons à retenir doré et déjà la date pour réserver un créneau horaire et tenir le stand de *Silence* pendant 2 heures ou plus (il y a toujours 2 personnes, débutant-es bienvenu-es). *Primevère*, c'est 500 exposant-es, 50 conférences, 15 espaces d'animation, etc.

Si vous êtes intéressé-es pour aider à tenir le stand de *Silence*, l'installer ou le désinstaller, merci de contacter *Tatiana* au 04 78 39 55 33 ou [tatiana.guille@revuesilence.net](mailto:tatiana.guille@revuesilence.net).

## Merci beaucoup de votre soutien ! Silence continue, grâce à vous !

Il y a deux mois, *Silence* a lancé une campagne de dons.

L'objectif est atteint : un grand nombre d'entre vous ont participé, et les fonds récoltés nous permettent de sortir la tête de l'eau. \*

Cette campagne permet à l'équipe de *Silence* de renflouer sa trésorerie mise à mal par l'inflation inédite de ces derniers temps, et d'entrer plus sereinement dans l'année 2024, en se concentrant sur sa mission d'information indépendante et alternative. Elle nous laisse également un peu de temps pour trouver plus de points de vente, pour continuer à se faire connaître, et enfin, pour retrouver un nombre d'abonné-es plus important.

## Merci beaucoup pour votre soutien financier et pour vos mots de soutien qui nous touchent beaucoup !

Les dons défiscalisés pour *Silence* vont rester possibles sur notre site ou par chèque via la fondation *Non-Violence XXI* (47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil). Après réduction fiscale, un don de 100 € ne vous coûte que 34 €.

\* À l'heure du bouclage de ce numéro, nous ne connaissons pas encore le montant final de la collecte... mais on sait déjà que cela représente l'essentiel de l'objectif attendu !

## Pour 2024, offrez des alternatives, de nouvelles perspectives !

En cette fin d'année, *Silence* vous propose de nombreuses idées de cadeaux, pour votre entourage... ou pour vous-même ! C'est l'occasion de faire connaître des alternatives et des luttes. Des affiches, des livres, des revues... il y en a pour tous les goûts.



Et pour notre plus grand plaisir, nous vous proposons un nouveau pack thématique "Féministe" avec l'affiche des 100 dates des luttes féministes, le livre *L'Insolente* et un numéro récent de *Silence*.

Vous pouvez retrouver ces cadeaux sur la page "boutique" du site internet de *Silence*, [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net).

**Bonne fin d'année !**  
**L'équipe de Silence**





Prochain  
numéro

## Quelle écologie dans les quartiers populaires ?

### Association Silence

9 rue Dumenge, BP 4215,  
69241 Lyon Cedex 04

Tél. : 04 78 39 55 33

[www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)

**Abonnements:** Claire Grenet:  
lundi, mardi et jeudi: 10h-12h / 14h-17h

**Dépositaires, stands et gestion:**  
Tatiana Guille: lundi, mardi et mercredi:  
10h-12h / 14h-17h

**Rédaction:**  
Guillaume Gamblin et Lola Keraron:  
lundi, mardi et mercredi: 10h-12h / 14h-17h

**Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 31 octobre 2023.**

**Éditeur:** Association Silence  
**N° de commission paritaire:** 0920 D 87026  
**N° ISSN:** 0756-2640

**Date de parution:** 4<sup>e</sup> trimestre 2023

**Tirage:** 4 050 ex.

**Impression:** Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot  
**Administrat-rices:** Pascal Antonanzas, Pierre Comte,  
Francis Levasseur, Pierre Lucarelli, Juliette Piketty-Moine,  
Maureen Prisker, Manon Salé, Hugo Trevisiol

**Directrice de publication:** Gaëlle Ronsin

**Comité de rédaction:** Marjorie Ecochard, Guillaume  
Gamblin, Danièle Garet, Lola Keraron, Agnès Ploteny, Gaëlle  
Ronsin

**Maquette:** Damien Bouveret ([www.free-pao.fr](http://www.free-pao.fr))

**Dessins:** Thomas Delbarre, Lasserpe, Tiphaine Lesbleiz,  
Rawpixel-Freepik

**Correctrices:** Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Isabelle  
Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde  
Rouchouse, Laurence Wullemin

**Photographes (Tous droits réservés, sauf mention  
contraire):** Aurèle Castellane / Engrainage Media, Anne-  
Sophie Clemençon, Codetras, Clara Drevet, Maëlle Hissette,  
Jonas de Mas de Granier, Les Soulèvements de la Terre, Pro  
Longo Mai, Right Livelihood, Floris Schruijer

**Et pour ce n°:** Nicholas Bell, Michel Bernard, Annick Bossu,  
Solène Common, Marjorie Ecochard, Méline Fanouillère,  
Bénédicte Gattère, Aurélie Gries, Maëlle Hissette, Stéphen  
Kerckhove, Juliette Piketty-Moine, Alessia Ricci, Francis  
Vergier

**Recension de livres:** Michel Bernard, Damien Bouveret,  
Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Francis Vergier

**Internet:** Damien Bouveret, Victor Poichot

**Archives:** Mimmo Pucciarelli.

*Les textes sont sous la responsabilité de leurs aut-rices. Les  
brèves sont des résumés des informations que l'on nous  
communiquent. Textes: sauf mention contraire, la revue  
autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à  
usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique  
sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis  
à notre autorisation. Illustrations: les photos et dessins  
restent la propriété de leurs aut-rices.*

### Partenaires



Coordination Permanente  
des  
**MEDIAS LIBRES**



## Dossier

### Vivre et résister à Longo mai

05 Une révolution vivante depuis 50 ans

08 *La Cabrery*, des vins nature anticapitalistes et féministes

11 *Le Mas de Granier*, une ferme collective qui nourrit des luttes

14 "Le droit, pour toutes et tous, d'arriver quelque part"

16 Semences en résistance

## Chroniques

19 40 ans dans le rétro :

2007 : Contre  
l'industrialisation du monde

20 La chronique garantie sans OGM :  
OGM, circuleront-ils incognito  
demain ?

21 L'écho féministe :  
*Le Jardin des passages, un lieu  
d'accueil dans le sud du Cantal*

22 L'actu des oubliées :  
*Des écoles différentes nées  
de la lutte au Mexique*

24 Les victoires de l'écologie :  
*Le marais des Échets sous  
le rouleau compresseur  
du remembrement agricole*

26 Chroniques terriennes :  
A69 : Grève de la "fin"

## Articles

29 Nord-Sud  
*Comment l'Europe brise  
l'autonomie alimentaire  
en Afrique de l'Ouest*

32 Politique  
*Agroécologie en Palestine :  
une histoire de résistance  
non-violente à Burin*

34 Alternatives  
*Le Jardin : un centre de soin  
qui mêle santé et écologie*

## Brèves

18 Alternatives

20 Santé

20 Mondes vivants

21 Féminismes

21 Libertés

22 Nord-Sud

23 Nucléaire

24 Luttons locales

26 Politique

27 Énergies

28 Agenda

28 Annonces

41 Courriers

43 Livres



37 Alternatives  
*Agro-industrie :  
l'exploitation des  
travailleuses invisibles*

40 Climat  
*Transports : pas de baisse  
de CO<sub>2</sub> à l'horizon*

48 Photos  
*Une ZAD sur un glacier  
contre l'artificialisation  
de la montagne*

## Un quotidien paysan, libertaire et solidaire



Jonas de Mas de Granier

Il y a 50 ans, des jeunes révolutionnaires européennes ont décidé de quitter les villes, et de construire une base pour poursuivre leurs combats politiques de solidarité internationale. Le groupe s'installe sur 300 hectares de terres dans le village de Limans, dans les Alpes-de-Hautes-Provence, avec comme philosophie : "faire par nous-même, et ne pas attendre que d'autres fassent à notre place". "Longo Mai" (en occitan, "pourvu que ça dure") était né.

Aujourd'hui, *Longo Mai* est devenu un réseau international de 11 coopératives autogérées, dont 5 situées en France. Chacune réalise de nombreuses activités agricoles et artisanales mais aussi sociales, culturelles et politiques. Refusant le salariat et la propriété privée marchande, *Longo Mai* est sans aucun doute l'une des expérimentations

libertaires et anticapitalistes les plus anciennes en France à cette échelle. Alors que pour certain-es, cette vie communautaire peut apparaître comme un repli sur soit, ce dossier montre à quel point *Longo Mai* arrive à concilier des engagements politiques de l'ultra-local à l'international : de l'accueil de personnes exilées au combat pour la libre circulation des semences, en passant par des luttes locales pour la défense des forêts ou de la terre, pour ne citer que quelques exemples.

Même si ces cinq décennies ne se sont pas déroulées sans difficultés, *Longo Mai* nous insuffle un élan d'espoir : l'anarchie, c'est exigeant, mais ça marche.

**Lola Keraron**

› Texte : **Nicholas Bell**,  
maçon, réalisateur d'émissions radio et activiste  
habitant à la coopérative à Longo Mai à Limans.

## Une révolution vivante depuis 50 ans

**Longo Mai est un réseau de coopératives autogérées en Europe qui existe depuis 50 ans. Nicholas Bell, habitant de la coopérative de Limans, revient sur la genèse de cette initiative anticapitaliste unique, sur ses principes fondamentaux et sur les limites de ces décennies d'expérimentations.**

Le monde a beaucoup changé en cinquante ans, *Longo Mai* aussi. Une quarantaine d'Européen·nes, surtout des Autrichien·nes et des Suisses, impulse ce mouvement lors d'un congrès à Bâle, en décembre 1972. Ces personnes décident de quitter les villes dans lesquelles elles militent depuis plusieurs années au sein des mouvements *Hydra* et *Spartakus* (1). La guerre froide divise encore l'Europe. Même si elles sont fortement marquées par les événements de mai 1968, ces sociétés restent conservatrices et sclérosées.

Ce groupe dénonce le manque de perspectives pour les jeunes, le chômage de masse, la fermeture d'usines et les licenciements massifs... "Cette crise n'est pas une crise. Pas même une

1. Dans les années 1970, des mouvements de luttes armées se développent en Europe comme la *Fraction Armée Rouge*, en Allemagne, ou les *Brigades rouges* en Italie. Les organisations d'étudiant·es et d'apprenti·es, *Hydra*, en Suisse, et *Spartakus*, en Autriche, proposent une autre voie fondée sur un engagement politique autonome et l'humour. Voir l'article "Les coopératives Longo Mai", *Silence*, n° 192-193, juillet-août 1995 (accessible en ligne).



*petite régression. C'est une restructuration de l'économie, décidée d'en haut* (2)." En octobre 1972, il lance un

2. Voir le texte "La crise - une offensive", publié par *Spartakus-Hydra* en 1972.

*"appel pour la création de communautés européennes de jeunes" dans une invitation au congrès de Bâle. "En Europe, il y a, d'une part, des régions économiquement mortes et dépeuplées et, d'autre part, une jeunesse*

sans idéal commun à la recherche de sa vie. (...) L'objectif le plus important de ce projet est la création par des jeunes de tous les peuples d'Europe de zones expérimentales d'une Europe solidaire, pacifique et démocratique, par une vie en commun sur une base amicale et créatrice."

La première coopérative de Longo Mai est fondée en 1973 à Limans, dans les Alpes-de-Haute-Provence. La grande majorité de ces fondatrices sont germaniques, venant de la Suisse et de l'Autriche. Il n'y a que deux français-es. La plupart viennent d'une extrême gauche qui remet en question les partis et les syndicats établis. Certain-es sont issu-es de familles communistes. Pour elles et eux, en s'installant à la campagne,

propriété de la fondation *Fonds de terre européen*, qui a son siège en Suisse. Les outils de production et la plupart des infrastructures restent propriété collective et accessibles à tout-es.

Nous avons également refusé le salariat, sauf lorsque cela est imposé par des contraintes administratives, comme à la filature de Chantemerle, près de Briançon.

L'internationalisme est un autre élément essentiel de notre identité. Dès la fondation de la première coopérative, six nationalités étaient représentées. Aujourd'hui, Longo Mai réunit dix coopératives en Europe : cinq en France et une dans chacun des pays suivants : Allemagne, Autriche, Roumanie, Suisse et Ukraine. Le

production de vin à Cabrery, dans le Lubéron, et de conserves au Mas de Granier, près d'Arles (voir les deux reportages p. 8 et p. 11). Nos coopératives restent des lieux de formation informelle pour de très nombreuses personnes "de passage" qui viennent pour les découvrir, et pour apprendre des gestes et des savoirs qui peuvent leur permettre d'acquérir une autonomie puis de créer leurs propres initiatives collectives. Certain-es décident de s'engager à plus long terme dans notre aventure.

Enfin, nous avons conservé le même modèle économique. Au début, nous avons cherché la forme de dépendance économique qui nous paraissait la plus pertinente et prometteuse à long terme. Nous nous



Jonas de Mas de Granier

l'objectif est de créer des espaces d'autonomie, des bastions de résistance au monde capitaliste, liés aux mouvements sociaux à travers la planète qui partagent cette vision. Appartenir à Longo Mai s'apparente à agir pour une cause collective qui prime sur les envies individuelles.

### Cinq principes et choix fondamentaux

Le mouvement Longo Mai s'est profondément transformé, à de nombreux égards, au cours de ces cinquante dernières années, tout en restant fidèle à certains principes et choix. Citons cinq aspects fondamentaux.

Depuis le début, nous avons rejeté la propriété privée. Aujourd'hui, toutes les coopératives (3) sont la

plurilinguisme y est courant, la mobilité entre les lieux et les pays aussi. Cinquante ans de présence et d'engagement dans une multitude d'actions et de campagnes politiques nous ont permis de constituer un vaste réseau international d'ami-es et de partenaires. Nous animons aussi une radio libre, *Radio Zinzine*, depuis plus de 40 ans, et la perpétuelle recherche de correspondant-es sur une grande diversité de questions a également contribué à renforcer ce réseau.

La volonté de maîtriser les savoir-faire constitutifs de nos filières de production est un aspect également central de notre approche. C'est le cas pour la filière laine, allant des moutons jusqu'aux produits finis, en passant par la tonte ; pour le secteur forêt-bois, notamment à la ferme de Treynas, en Ardèche ; pour la

sommes donné comme objectif la création d'un grand cercle d'ami-es solidaires qui suivent de près nos activités et qui soutiennent autant la mise en place des fermes et des productions collectives que nos actions "politiques" extérieures. Cela nous permet une plus grande disponibilité et capacité d'intervention dans différentes situations. Déjà, en 1973, des membres du groupe fondateur ont sillonné la Suisse avec un cheval et une roulotte afin d'informer sur la création de la première coopérative

et de chercher le financement nécessaire à l'achat du troupeau de brebis. Cet apport financier solidaire, via une association suisse, représente environ la moitié de notre budget annuel, l'autre moitié venant des entrées de nos productions agricoles, artisanales (notamment les filières laine et bois) et de notre village de vacances à Pierrerue (Alpes-de-Haute-Provence).

### Un regard critique sur le passé

Des changements se sont opérés au cours de ces cinq dernières décennies. Aujourd'hui, nous portons un regard critique sur notre passé.

Précisons qu'à l'origine, le groupe, constitué d'urbain-es, n'avait guère de sensibilité écologique. Confronté-es à une terre pauvre et aride, iels n'ont pas hésité à apporter

3. Sauf celle d'Ukraine, pour des raisons de complexité administrative.

Anne-Sophie Clémenson



Radio Zinzine

des engrais que nous n'utilisons plus depuis longtemps. Ce n'est qu'après plusieurs années et grâce à des relations nouées avec d'autres groupes et personnes que nous avons compris l'importance de l'agriculture biologique et des semences paysannes non hybrides (4).

Le groupe fondateur a été marqué par la présence de Rémi (de son vrai nom Roland Perrot), qui avait vingt ans de plus que ses camarades. Issu d'une famille de résistant·es, charismatique et source d'inspiration, Rémi a grandement contribué à la constitution et à la force du groupe (5), mais il a également favorisé des comportements inégalitaires, ce qui a pu provoquer des souffrances et des exclusions.

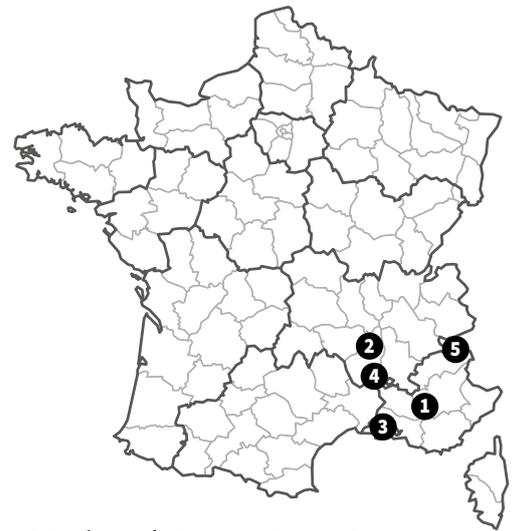
Dans les années 1970, les mouvements comme le nôtre remettaient en question le modèle familial traditionnel. L'idéal de l'amour libre au sein d'un grand collectif marqué par une hiérarchie a conduit à certaines dérives dans les relations sexuelles. Le groupe a choisi d'élever des

enfants collectivement. Ces dernières années, nous avons compris que ces orientations et la manière dont nous les avons mises en œuvre ont causé des souffrances chez certain·es des nombreux enfants qui ont grandi chez nous.

Rémi est décédé en 1993, ce qui a conduit à des changements importants dans notre fonctionnement. Au cours des années 1990, nous avons commencé à fortement mettre en question les structures hiérarchiques qui ont marqué notre organisation interne et nos choix politiques. Les années 2000 ont vu arriver des personnes venant d'autres pratiques politiques comme les squats, les contre-sommets et d'autres, ce qui a inspiré des changements. Les mouvements plus récents, comme #MeToo, ont également contribué à faire évoluer notre vision et nos priorités. Les questions liées au genre et au consentement dans toutes relations sont aujourd'hui bien plus présentes chez nous.

### Un archipel dans un mouvement bien plus vaste

Tout cela s'ajoute aux défis auxquels le mouvement multigénérationnel *Longo Mai* est confronté aujourd'hui. Nous vivons dans un monde de plus en plus marqué par le nationalisme, l'exclusion, par des tensions internationales et même par une guerre inimaginable il y a peu, dans un pays où nous avons une coopérative depuis trente ans, l'Ukraine. Des menaces pèsent lourdement sur



- 1 La ferme de Grange-Neuve à Limans (Alpes-de-Haute-Provence)
- 2 La coopérative forestière de Treynas à Chanéac (Ardèche)
- 3 La conserverie de Mas de Granier, à Saint-Martin-de-Crau (Bouches-du-Rhône)
- 4 Le vignoble de La Cabrière, à Vitrolles-en-Luberon (Vaucluse)
- 5 La filature de Chantemerle à Saint-Chaffrey (Hautes-Alpes)

le climat et sur les écosystèmes. Nous voulons continuer à créer et tisser des liens d'amitié et de solidarité au-delà des frontières. En Ukraine, au Liban, en Espagne, en Colombie, en Turquie, avec des exilé·s partout (voir l'article p. 14).

Nous faisons partie d'un mouvement bien plus vaste, avec nos ami·es dans les Zad et dans de nombreux projets collectifs, avec des mouvements comme les *Soulèvements de la Terre*, les réseaux de solidarité avec les migrant·es... Vu l'immensité des ravages auxquels l'humanité fait face, nous restons fermement convaincu·es qu'il va falloir combiner la mise en place de lieux de vie autonomes, l'implication dans une myriade d'actions locales, nationales et internationales, et le renforcement de réseaux solidaires. ♦

4. Un domaine où nous avons acquis un savoir-faire important, ce qui a, entre autres, conduit à la production d'une série de 40 films pédagogiques sur la multiplication de semences potagères, disponible sur le site [www.diyseeds.org](http://www.diyseeds.org). Voir l'article "Semences en résistance", p. 16.

5. "Longo Mai n'aurait pas pu se constituer s'il n'y avait pas eu ce groupe et Rémi, estime Peter, un des fondateurs historiques. Il nous a notamment épargné d'aller dans le sens de la violence, à l'époque où des groupes terroristes en Allemagne pouvaient sembler une perspective séduisante pour de jeunes révolutionnaires comme nous."

### ►► Pour aller plus loin :

- ♦ *Longo Mai 50 ans déjà !!! : et maintenant !? : histoire non autorisée d'une aventure collective*, Walter Lack, Éd. À plus d'un titre, 2022.

### ►► Contact :

- ♦ Association Pro Longo Mai : Saint Johanns-Vorstadt 13, 4001 Bâle, Suisse, +41 61 262 01 11, [info@prolongomai.ch](mailto:info@prolongomai.ch), [www.prolongomai.ch](http://www.prolongomai.ch).

› Texte : **Lola Keraron**

› Photos : **Floris Schruijer**

# La Cabrery, des vins nature anticapitalistes et féministes



La coopérative **La Cabrery** produit des vins nature mais aussi des légumes, du bois, du fromage et du pain, dans une perspective anti-capitaliste et féministe. Reportage dans cette ferme collective de **Longo Mai**, située à **Vitrolles-en-Lubéron**, dans le **Vaucluse**.

Les vignes prennent une couleur dorée sous la lumière de fin de journée. Une maison apparaît, couverte de fleurs violettes de passiflore, entourée d'oliviers et d'arbres fruitiers. Je suis arrivée à **La Cabrery**, un vignoble collectif situé à **Vitrolles-en-Lubéron**, dans le **Vaucluse**. En ce moment, 18 personnes, dont quatre enfants, vivent dans la maison principale ou dans des habitats légers aux alentours, auxquelles s'ajoutent de nombreux individus de passage.

**Longo Mai** a acquis cette ferme de 23 hectares en 1993, dans le but de produire du vin pour alimenter sa caisse commune. Depuis, la production s'est beaucoup diversifiée avec le maraîchage, la culture de céréales, l'élevage de poules et de chèvres et la transformation de pain et fromage pour l'autoconsommation. Lucile me fait visiter les 8 ha de vignes, de huit différents cépages, qui sont cultivés

en bio et sans aucune irrigation : *"Les vignes sont obligées d'aller chercher l'eau en profondeur. Ça produit moins, mais avec plus d'arômes. C'est une hérésie d'arroser la vigne. Et pourtant, c'est ce qu'ils font tous, à côté, car c'est ce qui est soutenu à fond par le système conventionnel."*

La coopérative transforme la majorité de ses raisins sur place (1), sans ajouter de sulfites, d'enzymes ni de levures. Elle vend ses vins nature à la ferme, sur des marchés, foires locales, sur commande, ainsi que dans des magasins de producteurs et chez des cavistes locaux. *"On sait tout l'amour qu'on met dans nos vins, mais on ne sait pas estimer leur valeur en terme économique, vu qu'on ne se paie pas"*, explique Lucile. Le collectif s'est aligné sur le prix du marché,

1. Une tonne de raisin est vendue à une coopérative, par manque de place pour tout vinifier sur place.

c'est-à-dire entre 8 et 14 euros la bouteille. *"Je serais favorable à augmenter le prix du vin et demander plus d'argent aux personnes aisées, afin de faire plus des cuvées de soutien pour des lieux solidaires de Marseille"*, estime la jeune vigneronne.

## Chacun selon ses besoins

Les habitant-es de **La Cabrery** sont entièrement pris-es en charge par l'association. Chaque personne est nourrie, logée et s'implique comme elle le désire. Quand une personne a besoin d'argent, elle se sert dans une caisse commune en indiquant sur un carnet le motif de cette dépense, sans même préciser son nom. Une application très concrète de l'adage libertaire *"de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins"*. Un fonctionnement qui surprend dans notre société individualiste. Est-ce qu'il arrive que certaines personnes ne fassent

## Fiche d'identité

**Localisation :** Vitrolles-en-Lubéron, 162 habitant·es, dans le Vaucluse

**Création :** 1993

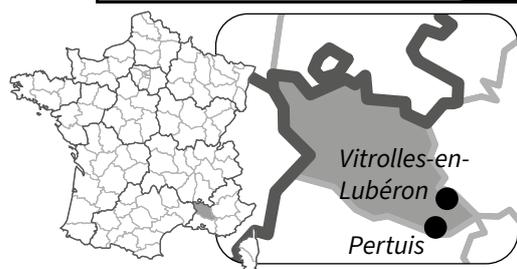
**Statut :** association

**Surface :** 23 ha, dont 8 ha de vignes, une cave, un atelier de mécanique, un atelier de transformation de pain et de fromage.

**Habitant·es :** 18 personnes dont 4 enfants

**Principale activité commerciale :** viticulture et vinification, 12 000 bouteilles de vin nature par an

**Autres activités :** maraîchage, culture de blés anciens, d'oliviers, élevage de chèvres, poules, brebis, transformation (pain, fromage, huile d'olive, etc.), foin et production de bois de chauffage.



rien ? "C'est très rare, répond Luna, une autre habitante. Les personnes viennent ici parce qu'elles ont envie de contribuer au projet."

Les coopératives de Longo Mai ont deux principales sources de financement : d'un côté, la vente de leur production (en l'occurrence le vin) et, d'autre part, un réseau de mécénat privé via une fondation suisse. Celle-ci soutient les coopératives Longo Mai, leurs activités d'accueil, leurs combats politiques et des initiatives amies. Cette fondation verse à chaque coopérative une aide mensuelle pour ses frais réguliers ainsi que des aides ponctuelles dans l'année, lorsque des investissements sont jugés nécessaires (2). Des déléguées des dix coopératives Longo Mai se réunissent chaque année lors

2. La part des dons dans le budget global est très variable selon les coopératives. La coopérative forestière de Treynas, en Ardèche, a été autosuffisante pendant plusieurs années. À l'opposé, la coopérative historique de Limans, dans les Alpes-de-Haute-Provence, sollicite plus de soutien car elle a un centre politique et social très fort.



Ébourgeonnage des vignes

d'une "intercoop" pour décider de la répartition du budget entre elles. "On aimerait moins dépendre des collectes de dons en Suisse mais c'est l'inverse qui se passe car le groupe grandit et des enfants sont arrivés", constate Lucile. Entre 2014 et 2020, la part des ventes dans le budget total de La Cabrery est passée d'environ 60 % à 50 %. Si ce fonctionnement économique reste un vaste sujet de débat, il a l'avantage de libérer le temps des habitant·es pour mener des activités politiques.

### Des luttes locales à celles des "sans-papiers"

Début 2022, La Cabrery s'est associée à un ensemble de collectifs et d'organisations qui avaient choisi de mutualiser leurs forces pour lutter aux côtés de l'association Terres vives Pertuis contre l'extension d'une zone commerciale qui bétonnerait 84 hectares de terres dans la commune de Pertuis (3). Ces collectifs mènent une série d'actions de soutien : manifestation au salon de la patate, semis

3. Voir "Pour la défense de la Zone à patates", Silence, n° 512, juillet 2022.



Luna et Colette au jardin.

pirates sur les terres menacées, en passant par une occupation de maisons expropriées. "On pensait que c'était très gentillet : trois maisons étaient squattées et on cultivait des patates. On s'est rendu compte récemment que la Zone à Patates de Pertuis fait partie de la quinzaine de sites les plus surveillés en France", constate Lucile (4). Le projet est actuellement à l'arrêt et, même si les occupant-es des maisons ont été expulsé-es, la dynamique créée entre les différentes organisations se poursuit.

Les coopératives *Longo Mai* ont toujours accueilli des exilé-es et accompagné des structures et associations en faveur du droit d'asile. "Grâce à Longo Mai, tout va bien", témoigne Adboulmusawer. Originaire d'Afghanistan, le jeune homme de 26 ans a vécu deux ans à *La Cabrery* avant d'obtenir le statut de réfugié politique. Il vit désormais à Marseille pour avoir des sources de revenus mais revient régulièrement. "J'aime trop travailler la vigne et le jardin ! Je suis obligé d'aider ma famille mais si j'avais pas tous ces problèmes, je vivrais à Longo Mai." Actuellement, plusieurs collectifs et lieux, dont *La Cabrery* et le *Mas de Granier*, réfléchissent à des possibilités de faciliter la régularisation de personnes sans

papiers, notamment à travers le statut d'organisme d'accueil communautaire et d'activité solidaire (*Oacas*) (5).

### Des chantiers et dégustations en mixité choisie

"Quelle est la différence entre du vin naturel et un espace en mixité choisie ? me demande Lucile. L'un est sans intrant et l'autre, sans intrus." Depuis quelques années, le collectif de *La Cabrery* s'est beaucoup renouvelé, avec une jeune génération qui apporte ses nouveaux questionnements. Si les différences inter-générationnelles sont considérées comme une grande richesse, les divergences de point de vue sur les rapports de domination entraînent parfois des crispations. "Le féminisme a été longtemps un angle mort à Longo Mai", constate Lucile. J'avais écrit un article sur un chantier soudure en mixité choisie pour notre journal Des nouvelles de Longo Mai. Il a fallu insister pour pouvoir le publier !"

Au sein de sa coopérative, *La Cabrery* a invité le collectif *Ænologouine* pour une dégustation de vin en mixité choisie, par exemple. Les habitant-es font aussi

de la discrimination positive sur les tâches attribuées habituellement aux hommes cis. En 2022, *La Cabrery* a organisé une semaine de réflexion sur les différentes formes de domination sexistes, racistes, queers et validistes, rassemblant une trentaine de personnes issues des différentes coopératives. "La base de notre fonctionnement, c'est quand même la douceur, le temps de l'écoute et de l'échange, la compréhension mutuelle, le lien humain, le collectif, quoi !", précise Lucile.

"On est dans la recherche d'une alternative antipatriarcale, anticapitaliste et antiraciste mais notre modèle pose question, estime Colette, une autre habitante. Le système de financement par la suisse est super confortable : il permet de mener beaucoup d'activités politiques ou d'expérimentations agricoles. Mais ça rend plus difficile de comprendre la réalité des personnes du champ en face de nous. Et puis, on est socialement très homogène à *La Cabrery* : des jeunes, globalement citadins, diplômés, issus de classes moyennes et supérieures, ajoute-t-elle. Quels sont nos liens avec les quartiers Nord de Marseille ? Comment aller plus loin et donner accès à ce lieu magnifique à des personnes qui n'ont pas les mêmes privilèges que nous ?"

Le défi est désormais à la transmission. La structure de *Longo Mai* et toutes les activités supports associées comme la comptabilité, l'administratif, la recherche de fonds, essentielles à son bon fonctionnement, reposent principalement sur quelques aîné-es, qui vont devoir s'arrêter dans les prochaines années. Comment le réseau va-t-il réussir à se maintenir et à se renouveler ? La suite reste à écrire. ♦

### ➔ Contact :

- ♦ La coopérative *La Cabrery* : 630 route de Peypin, 84240 Vitrolles-en-Lubéron, tél : 04 90 77 87 28, contact@lacabrery.org, www.lacabrery.org.
- ♦ Le collectif *Ænologouine* : oenologouine@gmail.com.
- ♦ L'association *Terres vives Pertuis* : 644 chemin Saint-Martin, 84120 Pertuis terresvivespertuis@protonmail.com, https://terresvivespertuis.wordpress.com.

4. Le gouvernement a réalisé une carte de France des 42 sites sous surveillance, publiée dans le *Journal du Dimanche* le 2 avril 2023.

5. Ce statut est utilisé dans les communautés Emmaüs. Les personnes accueillies par ces structures travaillent en échange d'un hébergement et d'un soutien financier puis, au bout de trois ans, peuvent faire une demande de régularisation. Voir l'article "A4, des papiers...et des terres pour s'installer !", *Silence* n° 525, octobre 2023.

> Texte : **Lola Keraron**> Photos : **Maële Hissette & Longo Mai**

# Le Mas de Granier, une ferme collective qui nourrit des luttes

## Fiche d'identité

**Localisation :** Saint-Martin-de-Crau, 13 380 habitantes, Bouches-du-Rhône.

**Création :** 1993

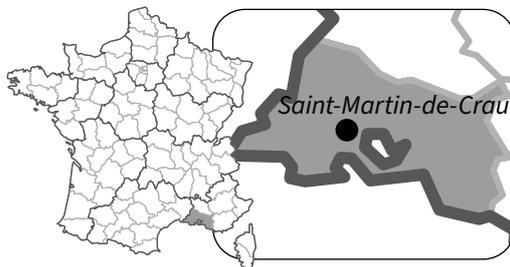
**Statut :** association

**Surface :** 27 ha

**Habitant-es :** environ 20 personnes

**Principale activité commerciale :** maraîchage et conserverie, foin, culture et transformation de céréales (pain, pâtes fraîches), apiculture.

**Autres activités :** élevage de volailles et brebis, arboriculture, bois de chauffage, plantes aromatiques et médicinales, accueil, événements et rencontres.



**Des habitant-es de quartier populaire de Marseille aux personnes sans papier à Briançon en passant par les travailleuses agricoles étrangères dans les Bouches-du-Rhône, la ferme collective du Mas de Granier se bat contre les injustices et nourrit des luttes.**

Nous traversons Saint-Martin-de-Crau, dans les Bouches-du-Rhône. Cet ancien village de bergers est devenu une ville-dortoir pour des cadres travaillant dans l'industrie pétrochimique, la logistique ou l'agro-industrie. Au milieu des grandes serres de maraîchage industriel et de culture intensive d'abricotiers de la plaine de la Crau, nous apercevons des champs

de variétés anciennes de céréales, des arbres fruitiers, des poules, des fleurs, des paons, une serre tropicale, du monde. Nous sommes arrivés à la ferme collective du Mas de Granier.

Des habitant-es de la coopérative Longo Mai de Grange-Neuve, devenues trop nombreuses, lancent cette nouvelle ferme de 27 ha en 1990 : "On ne savait pas ce qu'était l'agriculture. À

l'époque, il y avait même des personnes qui trouvaient géniales les grandes serres de monoculture de salades, se souvient Peter, un des fondateurs de la coopérative. On se moquait un peu des bios, qui nous semblaient farfelus." En prenant conscience de la réalité de l'agriculture intensive autour d'elle, la ferme se convertit immédiatement

## Réforme des retraites

Si le *Mas de Granier* a vécu de loin beaucoup de mouvements sociaux, comme celui de la loi travail ou des gilets jaunes, le collectif a été très actif dans la mobilisation contre la réforme des retraites. En commençant par apporter une grande soupe en fin de manif, pour encourager la rencontre et contribuer à la constitution de liens entre un ensemble de collectifs et organisations, syndicales, anarchistes et gilets jaunes. Ensemble, ils ont organisé de nombreuses actions, comme le blocage de la zone logistique de Saint-Martin pendant une demi-journée. *"Ça a fait du bien à beaucoup de gens ici. Longo a peu de liens avec le monde ouvrier, qui lutte pour défendre sa dignité, constate Mathieu. Un mouvement social comme celui des retraites nous a remis en lien avec plein de classes différentes."*

au bio, suivie progressivement par les autres coopératives de *Longo Mai* (1).

Aujourd'hui, une vingtaine de personnes vivent dans cette ferme, qui produit des conserves de légumes, du foin AOC, du pain et des pâtes fraîches, vendus sur des marchés et à la ferme. En plus, elle mène de nombreuses activités vivrières, comme l'élevage de volailles, la cueillette de plantes aromatiques et médicinales, etc. *"Je ne me vois pas complètement autosuffisant. Je me vois en lutte ensemble, et avec d'autres"*, souligne Peter. *"Nous ne sommes pas un éco-village, abonde Mathieu, un autre habitant. Nous habitons ici car nous sommes en colère. On ne va pas le laisser tranquille, ce pouvoir méprisant et raciste."* Le ton est donné.

1. S'inspirant d'une initiative suisse, elle lance des paniers hebdomadaires en 1992, alors que les Amap n'existaient pas encore en France. En 2011, la coopérative décide d'arrêter la vente de légumes frais pour se concentrer sur celle des légumes transformés, bien plus rentable économiquement.

## Des sans-papiers aux quartiers populaires

*"On a la chance d'être libres et de s'organiser collectivement pour lâcher les activités productives afin de participer aux activités sociales ou politiques, aller aux procès ou participer à des rencontres, par exemple"*, précise Mathieu, en m'emmenant voir les serres industrielles du voisin. *"Vous n'auriez pas des courgettes en trop ? demande-t-il à un ouvrier agricole. On fait un camion de solidarité pour apporter des légumes à des personnes en galère aux frontières."* À la fin de la semaine, la *Caravane* part, comme chaque mois, en direction de la frontière italienne pour alimenter des squats hébergeant des personnes exilées sur la route.

Un réseau de fermes bio et d'associations situées pour la majorité dans le Lubéron approvisionne ce camion en donnant des légumes ou des produits secs. L'idée est de profiter de leur localisation en plaine, qui leur offre une saison plus longue et abondante que dans les fermes des Alpes. À *Longo Mai*, les coopératives du *Mas de Granier* et de la *Cabrery* (2) ont lancé depuis quelques années des parcelles de tomates et de piments, qu'elles transforment ensuite en coulis et en pâte pour la *Caravane*. *"C'est une goutte d'eau par rapport au besoin de ces lieux d'accueil, reconnaît Mathieu. C'est une manière de se sentir moins*

*impuissant face à toute cette injustice et d'être physiquement proche de ce qui s'y passe. De sentir cette réalité-là et de ne pas être simplement solidaire par la pensée."*

Un peu plus loin, nous passons devant une parcelle de jeunes plants de tomates. Le *Mas de Granier* lance cette année une culture commune avec le *CHO3*, un collectif d'entraide et de luttes d'habitantes de quartier populaire à Marseille (3). Des personnes de ce comité sont venues semer, repiquer puis planter 600 pieds de tomates et reviendront dans quelques mois pour la récolte et la transformation. Elles devraient repartir avec les pots de coulis, qu'elles pourront vendre pour alimenter leur caisse de solidarité. *"Porter la caravane, les repas de soutien, ça me donne la motivation de faire le jardin ici"*, confie Mathieu.

## La polyactivité à la place du salariat

Au *Mas de Granier*, chaque habitant-e reçoit un peu d'argent de poche (60 euros par mois) et peut se servir dans la caisse commune selon ses besoins. Ce système économique n'efface pas par magie toutes les inégalités préexistantes. La majorité des habitant-es sont issues de la classe moyenne, une minorité de personnes venant de milieux aisés ou de classes défavorisées. La question

2. Voir l'article "La Cabrery, des vins nature anticapitalistes et féministes", p. 8.

3. Comité d'habitants organisés du 3<sup>e</sup> arrondissement de Marseille : cho3@an02.org



Conserverie

de l'héritage, un peu taboue, reste le principal facteur d'inégalité (4). Par ailleurs, des personnes qui ont de l'argent sur leur compte ont la liberté de le dépenser comme elles le souhaitent, alors que d'autres doivent passer par la caisse commune quand elles doivent faire de grosses dépenses. Malgré cela, "tout le monde vit de la même manière ici, considère Peter. Quand tu vis à Longo Mai, tu ne peux jamais être riche et tu ne transmets pas de patrimoine privé à tes enfants."

"Je ne veux pas passer toute l'après-midi dans une réunion aujourd'hui", avertit Peter, mettant fin au repas collectif convivial et coloré pour lancer la réunion hebdomadaire. Après un tour de présentation des nouvelles arrivées, une personne commence à élaborer le planning de la semaine. Les jours défilent les uns après les autres et des activités sont ajoutées au programme : chantier dalle pour aménager un nouvel espace polyvalent, étiquetage des conserves de courgettes, plantation d'aubergines, soirée de lecture collective d'un texte sur la "déconstruction des mecs cis", organisation d'une soirée sur les travailleuses immigrées, etc.

Pendant ce temps, une feuille circule pour s'inscrire aux tâches de cuisine, de vaisselle et de courses de la semaine. La séparation entre travail et loisir s'efface. "Cuisiner pour une seule personne, ce n'est pas considéré comme un travail, mais cuisiner pour trente, ça devient une tâche productive, témoigne Ben. Je n'ai jamais autant travaillé qu'à Longo Mai."

### L'absence de structures

L'orage éclate, l'électricité saute. La réunion vient de prendre fin et de laisser place à un "point météo", c'est-à-dire un espace de parole pour exprimer ses émotions et son ressenti par rapport au collectif. "Le groupe est un peu fragile en ce moment", confie Till, un habitant. Un conflit a éclaté entre deux personnes et l'une d'entre elles menace de partir. "Il nous manque vraiment des moyens pour faire face aux situations conflictuelles à Longo Mai."

4. Il n'y a pas de règle concernant l'héritage. Parmi les personnes qui en reçoivent, certaines le donnent au pot commun, d'autres le gardent. Par ailleurs, certaines personnes ne touchent aucun héritage...



Réunion hebdomadaire du lundi, pendant laquelle les habitantes élaborent collectivement le planning des activités de la semaine.

Pendant longtemps, les conflits interpersonnels ont été considérés comme des "problèmes de nombrils" dérisoires face à "la cause" : "On était très collectiviste par bêtise à l'époque. On a en partie écrasé les problèmes individuels, reconnaît Peter. Aujourd'hui, la tendance s'est inversée, on va vers beaucoup plus d'individualisme, le bien-être personnel a pris beaucoup d'importance et le collectif est dénigré."

Actuellement, il existe peu d'outils en place pour limiter la concentration du pouvoir. Si les aînés restent attachés à la souplesse de l'informel et à la capacité d'adaptation qui en découle, les nouvelles générations remettent en question un manque de structure qui amène au maintien de certaines formes de domination (5). Celles-ci ont organisé en 2022 des rencontres en mixité choisie, sans aînés, pendant lesquelles elles ont testé différentes méthodes de facilitation : "Ça a plutôt bien marché mais ça serait dur à imaginer avec des aînés", estime Ben (6).

### "Un nœud dans un réseau plus large"

"On n'est pas exemplaires à plein d'endroits, rien que sur l'écologie, la

gestion des déchets, la dépendance au nucléaire, le travail du sol, etc, reconnaît Till. Ce qui me plaît vraiment ici, c'est l'ouverture. C'est d'être un endroit d'accueil qui permet à plein de personnes de passer, de se mettre en lien, d'apprendre des choses, d'en tirer ce qu'elles souhaitent et d'aller plus loin. On est tellement privilégié-es, ici. Ça n'aurait pas de sens si on n'en faisait pas profiter d'autres." Le Mas de Granier est un lieu d'accueil destiné à la fois aux personnes sans papier, à des personnes en vadrouille mais aussi à des réseaux militants. Disposant de grandes capacités logistiques, il peut facilement les mettre à disposition pour accueillir des rencontres de collectifs et d'organisations sociales, antiracistes ou écologiques, comme le Collectif de défense des travailleuses étrangères dans l'agriculture (Codetras) (7). "Longo Mai, c'est un nœud de personnes à la recherche d'autres vies que celles proposées par l'État et le capital, dans un réseau bien plus large", conclut Till. ♦

7. Collectif de défense des travailleuses étrangères dans l'agriculture : [www.codetras.org](http://www.codetras.org), [codetras@espace.asso.fr](mailto:codetras@espace.asso.fr). Voir l'article p. 37.

5. Voir le texte "La tyrannie de l'absence de structures" de Jo Freeman, disponible en français sur [Infokiosques](https://infokiosques.net) : <https://infokiosques.net>.

6. Sur ce sujet, voir aussi "Can Masdeu, un lieu d'expérimentations sociales, culturelles et écologiques", *Silence*, n° 526, novembre 2023.

### ➔ Contact :

♦ Mas de Granier, 13310 Saint-Martin-de-Crau, [masdegranier@riseup.net](mailto:masdegranier@riseup.net), [www.prolongomai.ch](http://www.prolongomai.ch).

› Texte : **Lola Keraron**



# "Le droit, pour toutes et tous, d'arriver quelque part."

"Le droit d'arriver quelque part pour toutes et tous" est au cœur du projet politique de Longo Mai. Fondé par des personnes de six nationalités différentes, le réseau international et ses nombreuses amies se mobilisent depuis des décennies pour l'accueil de réfugié·es et la défense des droits des travailleu·ses agricoles étrangè·res.



Pro Longo Mai

Depuis 2022, Longo Mai a acheminé 26 tonnes de semences de pommes de terre bio et 3 tonnes de maïs, issues de ses coopératives et réseaux agricoles à travers l'Europe, jusqu'au village de Niknié, en Ukraine.

Le ciel bleu change de la grisaille lyonnaise. Le soleil tape déjà fort en ce mois de mai. Les fleurs rayonnent de mille couleurs. Une vue splendide sur les montagnes provençales et le village de Limans s'offre à nous. Les sourires et regards bienveillants sont loin de la supposée froideur des habitant·es de Longo Mai. La réputation d'une communauté renfermée sur elle-même me semble encore plus injuste. Si la vie collective et le foisonnement d'activités agricoles, artisanales, politiques et sociales sur place sont prenants, je n'ai jamais vu une telle concentration de personnes

investies dans autant de luttes à travers le monde.

## Évacuer et accueillir des réfugié·es d'Ukraine

Longo Mai a fait partie des premières organisations internationales à s'organiser sur le terrain dès le début de la guerre en Ukraine, en février 2022, grâce à sa coopérative présente dans le pays et à ses réseaux à travers toute l'Europe. Gérée habituellement par 5 à 10 personnes, cette coopérative se situe dans le village de Nijnié Sélichtché, en Transcarpatie, au sud-ouest du pays, hors de la zone touchée

par les missiles, à la frontière avec la Roumanie, la Hongrie et la Slovaquie.

La coopérative Longo Mai à Hosman, en Roumanie, joue un rôle-clé pour organiser de grands convois d'aide humanitaire, assurant la livraison de médicaments, de nourriture, de literies et autres produits de première nécessité. Grâce à la levée de fonds en suisse, Longo Mai achète 15 minibus pour évacuer des personnes des zones de guerre, dans l'est de l'Ukraine, et les amener dans les zones sécurisées à l'ouest du pays ou en Europe. Les deux fermes ukrainiennes se transforment rapidement en refuges, hébergeant une vingtaine de réfugié·es. Le restaurant de Nijnié devient une cantine qui nourrit gratuitement 200 personnes par jour.

Le village de 3 000 habitant·es accueille plus de 1 500 réfugié·es. Cela n'a pas été toujours facile : "Au début de la guerre, il y avait des tensions entre des réfugié·es, majoritairement de la ville, et les habitant·es du village, se souvient Julia, une habitante de Longo Mai à Limans qui va régulièrement en Ukraine pour se former à la traction animale. On a amené 26 tonnes de semences bio de pommes de terres, issues de nos coopératives et de nos réseaux agricoles, ainsi que 3 tonnes de semences paysannes de maïs. On les a réparties dans le village en donnant un sac à des groupes mixtes composés à la fois de paysan·nes et de réfugié·es."



Codetras

En mai 2023, *Longo Mai* coorganise un séminaire de trois jours sur la santé mentale en contexte de guerre. Avec l'aide de la fondation allemande *Medico International*, iels achètent l'étage de l'ancienne mairie, afin d'en faire un refuge d'hébergement d'urgence, pour une durée maximale de 6 mois, pouvant accueillir 30 personnes. L'objectif est maintenant d'intégrer à long terme les réfugié-es qui souhaiteraient rester dans la région. *Longo Mai* a acheté un moulin et un four, puis formé un réfugié pour lancer une boulangerie bio afin qu'il prenne pied dans le village. Ensemble avec un groupe d'habitants, iels montent également une serre et une conserverie pour développer une agriculture vivrière et une petite activité économique.

### "On devrait tous pouvoir bouger librement."

"On s'est intéressées dès le début à la question des réfugié-es et des frontières, explique Sissel, une des fondatrices de *Longo Mai*, originaire de Norvège. On est des étrangers nous aussi, on est tous personnellement attachés au droit d'arriver quelque part. On devrait tous pouvoir bouger librement" (1). Des jeunes de plusieurs nationalités européennes créent la première coopérative en Provence en juillet 1973. Le 11 septembre 1973, alors qu'un coup d'État éclate au Chili, *Longo Mai* et ses amis lancent une campagne d'action "places [d'hébergements] gratuites". Plus de 3 000 réfugié-es chiliennes ont été accueilli-es par des communes grâce à cette campagne (2).

1. Voir *Pour une écologie pirate*, Fatima Ouassak, *La Découverte*, 2023, qui appelle le mouvement écologique à mettre l'abolition des frontières au cœur de son projet politique.
2. En 1980, lorsque la guerre éclate au Nicaragua, le réseau lance une coopérative d'accueil de réfugié-es au Costa Rica, pays frontalier.

La défense de travail-leuses étrang-ères fait également partie des combats de longue date. Une grande partie des légumes consommés en Europe en hiver est cultivée dans la province d'Almería, en Andalousie, où des serres s'étendent sur des milliers d'hectares : la sinistre "mer de plastique". "Ici travaillent des personnes ayant traversé la Méditerranée dans de petites barques, venant du Maghreb et de l'Afrique sub-saharienne. Sans papiers et sans droits, elles vivent au milieu de serres dans des abris de fortune", explique Sissel. Dans les années 1980, des habitant-es de *Longo Mai* rencontrent certaines d'entre elles, venues en France pour une saison de vendange. Elles font partie du *Syndicat des travailleurs de la terre (SOC)*, qui défend les droits des travail-leuses journali-ères en Andalousie. Ce syndicat lance — entre autres — des occupations massives de latifundias, c'est-à-dire de grandes exploitations agricoles. C'est le début d'une longue amitié.

### Lutter avec les travail-leuses agricoles étrang-ères

En février 2000, alors que le gouvernement espagnol lance une campagne de régularisation de personnes immigrées, des émeutes racistes éclatent à El Ejido, en Andalousie. Les exploitant-es de serres paniquent, sachant qu'aucun individu ne voudra y travailler s'il a le choix. *Longo Mai* y envoie une

### ➔ Contact :

- ◆ *Longo Mai* a fondé le *Forum civique européen (FCE)*, un réseau international de solidarité, très engagé sur les questions relatives aux migrations. Ce réseau publie notamment un journal mensuel intitulé *Archipel* : Hameau de Saint-Hippolyte, 04300 Limans, tél. : 04 92 73 05 98, fr@forumcivique.org, <https://forumcivique.org/fr>.
- ◆ *Collectif de défense des travail-leuses étrang-ères dans l'agriculture (Codetras)* : [codetras@espace.asso.fr](mailto:codetras@espace.asso.fr), [www.codetras.org](http://www.codetras.org).
- ◆ *Sindicato de obreros del campo (Syndicat des travailleurs de la terre)* : <https://socsatalmeria.org>.
- ◆ *Medico international* : Lindleystr. 15, D60314 Frankfurt-am-Main, [info@medico.de](mailto:info@medico.de) [www.medico.de/fr](http://www.medico.de/fr).

délégation pour enquêter sur la situation. Avec son soutien, le *SOC* crée une section dans la région d'Almería, ouvre des locaux syndicaux, tente d'organiser les travail-leuses et de les défendre. "C'est un travail sans fin car l'immigration dite 'irrégulière' ne cesse pas, l'exploitation des 'sans-papiers' non plus, et la mer de plastique continue de s'étendre", témoigne Sissel.

*Longo Mai* publie un rapport (3), organise des rencontres, conférences et discussions pour dénoncer l'exploitation généralisée des travail-leuses étrangères dans l'agriculture en Espagne, en France, en Italie et même dans les pays d'Europe du Nord. Le *Collectif de défense des travail-leuses étrang-ères dans l'agriculture (Codetras)* naît en 2002 dans les Bouches-du-Rhône, près de la coopérative *Mas de Granier*. Dans ce département de grandes cultures maraîchères, le travail d'étrang-ères aux statuts précaires est, comme à Almería, primordial pour la production. Aujourd'hui, le collectif se mobilise surtout contre le statut de travail-leuses détaché-es qui se généralise dans l'agriculture (4).

Ce ne sont que quelques exemples des luttes "internationalistes" dans lesquelles *Longo Mai* s'est engagé et s'engage toujours. Après des décennies, voire un demi-siècle de lutte pour certaines, une chose est claire : l'énergie de révolte face à la brutalité du monde ne faiblit pas à *Longo Mai*. ♦

3. "El Ejido. Terre de non-droit. Rapport d'une commission internationale d'enquête sur les émeutes racistes de février 2000 en Andalousie." *Forum civique européen et Comité européen de défense des réfugiés et des immigrés*, 2000.
4. Ce statut dédouane les exploitant-es agricoles de toute responsabilité et leur permet d'exploiter des travail-leuses en toute impunité — et en toute légalité. Voir l'article p. 37.

› Texte : **Lola Keraron**

› Photos : **Jonas de Mas de Granier**

# Semences en résistance

Depuis 20 ans, Longo Mai se mobilise pour la libre circulation des semences paysannes et la réappropriation des savoirs autour des semences, autant dans les instances européennes que les mains dans la terre, dans les jardins et les champs.

Longo Mai réalise à quel point la question des semences paysannes est politique en rencontrant l'association *Kokopelli*, au début des années 2000. En Europe, seules les semences inscrites au catalogue officiel ont alors le droit d'être commercialisées, ce qui rend l'échange des semences paysannes illégal.

À la fin des années 2000, le *Conservatoire botanique de Gatersleben*, en Allemagne, mène des essais OGM, sans précautions, qui menacent de contaminer leur riche collection de variétés de céréales cultivées du monde entier. La ferme Longo Mai en Allemagne se mobilise contre ces essais en organisant une grosse manif'action en 2009, alertant sur le danger des OGM. Le conservatoire recule et suspend ses essais sur le blé. "Depuis, la ferme de Longo Mai en Allemagne a récupéré des échantillons de céréales traditionnelles du Moyen-Orient, notamment de Syrie et d'Iran, pour essayer de les reproduire et de les réintroduire dans ces pays plus tard", explique Sylvie, une habitante de Grange-Neuve.

Dans la vallée de la Bekaa au Liban, par exemple, la ferme-école *Buzuruna Juzuruna* (littéralement "Nos graines

sont nos racines") a produit cette année "de magnifiques champs de céréales d'une quarantaine de variétés destinées à produire de la farine", se réjouit Sylvie. Cette dynamique a donné lieu à un festival des blés, farines et pains, qui a eu lieu sur place en mai 2023. Son but est de promouvoir l'usage de ces variétés anciennes, plutôt que celles importées d'Ukraine ou du Canada, qui nécessitent de nombreux intrants, engrais chimiques et produits phytosanitaires (1).

## Un réseau de lutte européen sur les semences

En 2010, une nouvelle réglementation européenne prévoit de durcir la propriété intellectuelle sur les semences et de renforcer le monopole des multinationales sur les semences. "Les lois font toujours l'objet d'un énorme lobbying de la part des multinationales afin de les faire cadrer avec leurs propres intérêts, qui est de privatiser le vivant", dénonce Sylvie. Longo Mai coorganise en Autriche une rencontre de la coordination européenne

*Libérons la diversité !* pour défendre la libre circulation des semences paysannes (2). Elle lance également la campagne "Semer l'avenir, récolter la diversité", et organise deux grosses journées de mobilisation en avril 2011 à Bruxelles, avec une bourse aux graines internationale et une manifestation. Le parlement européen rejette finalement cette réglementation (3).

Au-delà des combats institutionnels, les actes de résistances se trouvent principalement dans la pratique quotidienne, dans les jardins et dans les champs. Depuis 15 ans, Martina et Sylvie multiplient des semences de variétés anciennes à la ferme de Grange-Neuve. Elles contribuent, avec les autres coopératives Longo Mai, à maintenir le stock de semences libres de l'association *Kokopelli* et organisent des bourses aux graines sur des marchés et dans des fermes à travers l'Europe.

1. Voir l'article "Une ferme-école pour l'autonomie alimentaire au Liban", *Silence*, n° 464, février 2018, en ligne en accès libre sur [revuesilence.net](http://revuesilence.net)

2. Longo Mai a participé à de nombreuses rencontres initiées en Europe contre des lois restreignant la diversité des variétés cultivées, avec le *Réseau semences paysannes* en France, *Pro Specia Rare* en Suisse, *Arche Noah* en Autriche, *Dreschflegel* en Allemagne, *Peliti* en Grèce et bien d'autres.  
3. Le Parlement européen travaille actuellement à l'élaboration d'un nouveau texte.

## Le Tribunal international contre Monsanto

D'ancien·nes habitant·es de Longo Mai ont également donné naissance au *Tribunal international contre Monsanto*, qui s'est déroulé à La Haye, aux Pays-Bas, en octobre 2016 dans l'objectif de créer les bases juridiques pour obliger *Monsanto* et les autres multinationales à prendre leurs responsabilités. "Le fait de s'exprimer avec d'autres victimes de pesticides dans d'autres pays devant de vrais juges était déjà une reconnaissance super-importante en soi, considère Cynthia, paysanne colombienne et ancienne habitante de Grange-Neuve. Cette initiative a largement contribué à inscrire le débat sur le glyphosate et les pesticides dans le débat public."

### "Ce savoir a quasiment disparu"

"Avant, c'étaient surtout les paysannes qui conservaient et prenaient soin des semences. On s'est rendu compte que ce savoir avait quasiment disparu", explique Martina, habitante de Grange-Neuve. Réalisant que ce n'était plus au niveau institutionnel qu'elle voulait agir, elle se lance avec Sylvie dans la réalisation de



Récolte de variétés anciennes de blé au Mas de Granier, à Saint-Martin-de-Crau (Bouches-du-Rhône)

vidéos pédagogiques. Elles sortent en 2015 une série de 40 courts-métrages intitulée "Semences buissonnières", pour apprendre à produire de manière autonome les semences de 32 espèces de légumes. Ces films ont été traduits en pas moins de neuf langues ! Accessibles en ligne, ils circulent à travers le monde, du Liban au Sri Lanka en passant par la Colombie, semblant répondre à un réel besoin.

Longo Mai soutient aussi financièrement le Réseau des gardiennes de semences de vie, avec lequel il échange des semences et des conseils. Ce réseau réunit des paysannes colombiennes qui produisent des semences et luttent pour créer des territoires libres d'OGM. Les

semences ne connaissent pas de frontières : "Même quand on ne parle pas la même langue, il suffit de sortir un sachet de graines pour que les yeux des personnes que l'on rencontre commencent à briller", témoigne Nicholas Bell, un autre habitant de Grange-Neuve. ♦

### ➔ Contact :

- ♦ Association *Kokopelli*, Forêt de Castagnès, route de Sabarat, 09290 Le Mas-d'Azil, tél : 05 61 67 69 87, [contact@kokopelli-semences.fr](mailto:contact@kokopelli-semences.fr), <https://kokopelli-semences.fr>
- ♦ *Coordination européenne Libérons la diversité !*, Piazza Brunelleschi, 8 Scandicci, Firenze, 50018, Italie, [info@liberatediversity.org](mailto:info@liberatediversity.org), <https://fr.liberatediversity.org>
- ♦ *Red de Guardianes de Semillas de Vida* ("Réseau des gardiennes de semences de vie"), [info@redsemillas.org](mailto:info@redsemillas.org), <https://redsemillas.org>
- ♦ *La ferme-école Buzuruna Juzuruna* ("Nos graines sont nos racines"), Saadnayel, Liban, tél : +961 81 075 284.
- ♦ *Tribunal contre Monsanto*, Marnixhade 111 H, 1015 Amsterdam, Pays-Bas, [info@monsanto-tribunal.org](mailto:info@monsanto-tribunal.org), <https://fr.monsantotribunal.org>.

## Grange-Neuve, la première coopérative

Fondée en 1973, la coopérative de Grange-Neuve, à Limans, dans les Alpes-de-Haute-Provence, est la plus ancienne coopérative *Longo Mai*. Aujourd'hui, environ 120 personnes de toutes générations vivent en communauté sur ce terrain de près 300 ha. Elles partagent les repas chaque jour et gèrent une caisse commune. La coopérative mène de nombreuses activités agricoles et artisanales : textile, bois, construction, agriculture, arboriculture, semences, élevage, fromagerie, meunerie et boulangerie, transformation de fruits, légumes et viande, herbes médicinales et aromatiques, ateliers mécanique et métal. Elle organise aussi des activités d'accueil, politiques et culturelles. Sur le haut d'une colline, on trouve notamment *Radio Zinzine*, une radio libre fondée en 1981 qui diffuse de la musique et des informations critiques, sur la santé, la forêt ou encore les luttes sociétales. Elle dispose aussi d'un village de vacances appelé "Les Magnans", qu'il est possible de louer pour un séjour, un séminaire ou des ateliers.

### ♦ Contacts :

*Radio Zinzine*, tél : 04 92 73 10 56, [info@radiozinzine.org](mailto:info@radiozinzine.org), [radiozinzine.org](http://radiozinzine.org)  
Village de vacances des Magnans, Association *Longo Mai*, Les Magnans, 04300 Pierrerue, tél : 04 92 75 18 86, [contact@lesmagnans.org](mailto:contact@lesmagnans.org), <https://lesmagnans.org>.

### ➔ Pour aller plus loin :

- ♦ Le film "Semences buissonnières : produire ses semences". Production : *Longo Mai*, Forum Civique Européen, 2015, 7 h 16, disponible en DVD et sur [www.diyseeds.org](http://www.diyseeds.org).
- ♦ Notre dossier "Semences vivantes, graines d'autonomie", *Silence*, n° 464, février 2018, en accès libre sur [revuesilence.net](http://revuesilence.net).

# ALTERNATIVES

## Longo Mai : le quizz !

Notre dossier de ce mois porte sur la communauté *Longo Mai*. Mais sais-tu ce que signifie *Longo Mai* ?

- Longo mais*, c'est une variété ancienne de maïs remise à l'honneur par la communauté.
- Longues mailles*, c'est une technique de tricotage permettant d'économiser la laine, très pratiquée dans la communauté.
- Long mai*, c'est le mois de mai avec tous les ponts et jours fériés, tous chômés par la communauté qui ne glorifie pas la "valeur travail".
- Longo Mai* signifie en occitan "*pourvu que ça dure*".

*Longo Mai*, c'est une affaire de vie en communauté inspirée des principes anarchistes. C'est chouette, mais pas toujours de tout repos. À quelles joyeuses péripéties faut-il s'attendre ?

- Ne pas savoir si tu vas manger à midi car personne ne s'est inscrit·e au créneau de cuisine.
- Pouvoir répondre 1 000 métiers différents à la question "tu fais quoi dans la vie ?".
- Faire trois réunions de quatre heures pour savoir s'il faut laisser les chaussures à droite ou à gauche dans l'entrée. Conclure sur une irréductible scission politique.
- Trouver rapidement du monde pour monter en urgence un projet de solidarité avec les exilé·es de la ville d'à-côté.
- Chaque jour, se brouiller avec deux personnes et se raccommode avec trois autres.
- Se donner pour règle de n'avoir aucune règle et oublier de faire respecter cette règle.

Côtes-d'Armor

## Un éco-centre pour l'habitat léger

Un écocentre consacré à l'habitat léger a ouvert ses portes en octobre 2023 sur la commune de Saint-André-des-Eaux, près de Dinan. Il se veut un lieu d'expérimentation de la vie en habitat écologique, réversible et autonome, et il propose des temps et espaces de formation, de sensibilisation et de rencontres sur ce sujet. Il dispose d'un bail emphytéotique de 80 ans contracté avec la Commune. Le lieu est aussi le siège national de l'association *Hameaux légers*, qui accompagne la création de lieux accueillant de l'habitat léger en France et apporte des conseils pratiques pour y parvenir.

◆ *Écocentre Hameaux légers, Le Champ aux Moines, Saint-André-des-Eaux, <https://hameaux-legers.org>.*

## Prix Nobel alternatif 2023

Chaque année depuis 1980, le *Right Livelihood Award*, connu mondialement comme le "Prix Nobel alternatif", est décerné dans le cadre du Parlement suédois. En 2023, il a récompensé :



◆ **Eunice Brookman-Amissah**, médecin ghanéenne qui a permis par son action depuis 30 ans de faire avancer les droits reproductifs des femmes dans toute l'Afrique. En ouvrant des espaces de dialogue entre prestataires de santé, gouvernements, militantes et avocates, elle a contribué à faire assouplir des lois sur l'avortement en Sierra Leone, au Bénin, au Kenya, etc., et à garantir

un meilleur accès à des pratiques d'avortement sûres au Ghana, au Malawi, au Sénégal, etc. Cette action a permis de faire baisser fortement le nombre de décès liés à l'avortement en Afrique subsaharienne.

◆ **Mother nature Cambodia**, organisation cambodgienne de défense du vivant née en 2012, menée par des jeunes. Ses membres œuvrent sur le terrain auprès des communautés locales pour préserver le vivant, malgré la répression de la société civile par le gouvernement. Elle a permis d'interrompre des projets destructeurs tels que la



construction d'un barrage qui menaçait une communauté autochtone, ou un système corrompu d'exportation

de sable qui détruisait un estuaire important pour le vivant et pour la pêche. Plusieurs de ses membres ont été emprisonnés.

◆ **SOS Méditerranée**, organisation maritime et humanitaire européenne qui sauve des vies en mer Méditerranée, la route migratoire la plus meurtrière au monde. Grâce à ses opérations de recherche et de sauvetage, l'organisation a sauvé plus de 38 500 personnes depuis le début de ses opérations en 2016.

◆ **Phyllis Omido** s'est battue à la suite de l'empoisonnement au plomb de sa communauté, dû à une fonderie de batteries dans laquelle elle travaillait, au Kenya. Elle a rédigé un rapport d'impact environnemental, a subi la répression et a fini par créer, à travers une mobilisation collective, un précédent juridique sur le droit à un environnement sain. Depuis, elle a contribué à faire fermer 17 sites toxiques au Kenya et a constitué un réseau de 120 défenseur·es des droits fonciers et environnementaux au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie.

◆ *Plus d'informations sur <https://rightlivelihood.org>.*



40 ans dans le rétro



## 2007

### Contre l'industrialisation du monde

**Alternatives et décroissance s'opposent à l'uniformisation et à la normalisation industrielle.**

**Agroécologie et vente directe versus exploitation**

En mars 2007, le *Forum civique européen* montre

comment les Maghrébin-es venu-es travailler ponctuellement comme journali-ères dans l'agriculture sont mal traité-es (voir article p. 37). Dans le même numéro, *Silence* publie sa première page de BD (de Mathieu Colloghan).

Dans le n° 342, de janvier, nous présentons la première AMAP de France à Toulon. Une AMAP est une association entre un-e ou des product-rices et un réseau de consommat-rices qui paient d'avance pour avoir tout au long de l'année un panier de légumes bios. *Silence* va publier plusieurs dossiers sur le sujet (mai 2008, septembre 2009,...).

Le n° 345 présente les nouvelles approches paysannes : *Terres fertiles* (qui existe avant *Terre de liens*), une ferme en permaculture, le réseau *Semences paysannes*, l'agroforesterie... Les initiatives se multiplient pour échapper à l'industrialisation alimentaire.

#### La décroissance par les Suds... et par les femmes

Le dossier du n° 346 présente comment le Sud pourrait aider non pas au développement, mais à la décroissance du Nord. Sabine Rabourdin, éthno-écologue, et Pierre Rabhi, vont dans le même sens : le potentiel d'innovations frugales est au sud.

Comment aborder la question de la décroissance sans faire reculer la condition des femmes ? C'est le sujet abordé dans le n° 350 d'octobre, dossier coordonné par une nouvelle arrivante : Marie-Pierre Najman.

Dans le n° 347, nous revenons sur les lois sécuritaires du dernier quinquennat : fichage généralisé, passeport biométrique... sans nous douter que la suite va être encore pire ! La

logique est toujours la même : plutôt que de chercher à réduire les inégalités source de conflits, les nouvelles lois visent à mieux surveiller les pauvres et à protéger les riches.

Le numéro régional sur la région Centre sera réalisé par Malhen, alors salarié. Mais depuis 18 mois, la revue est déficitaire et Malhen sera le premier à partir. Ce ne sera pas le seul, comme on le verra l'année suivante.

#### Changer la recherche, sortir de l'industrialisme

Le dossier "*Changeons la recherche*" du n° 343 de février est le résultat d'une rencontre avec un chercheur ayant quitté le CEA. Il rappelle que la science n'est pas neutre. C'est l'occasion de présenter plusieurs centres de recherche alternatifs.

L'année se termine avec la présentation d'un colloque de la *Ligne d'Horizon : Sortir de l'industrialisme*. Tout homogénéiser, pour concevoir à grande échelle, entraîne une perte d'autonomie importante pour tout le monde. Jean Monestier ouvre le débat.

Le n° 349 de septembre présente une étude lancée par Dorothee Fessler sur le fonctionnement des salons et festivals écologistes. Trente-trois ont répondu à un questionnaire. L'occasion de mettre en avant une charte éthique qui insiste sur la cohérence entre les idées défendues et la tenue des événements. Le n° 351 fête les 25 ans de la revue tout en couleur. Photos de reportages, BD et un poster central avec au recto un village écologique utopique dessiné par Mandragore, au verso, un bref résumé de la vie de la revue illustré par Lasserpe. Le numéro est tiré à 10 000 exemplaires.



Chaque mois, Michel Bernard retrace l'histoire de la revue *Silence*, année après année.

## La chronique garantie sans OGM

### OGM : circuleront-ils incognito demain ?

**Vous connaissez les OGM, mais connaissez-vous les "végétaux NTG" (nouvelles techniques génomiques) ? Pas de panique : c'est presque pareil ! La Commission Européenne cherche à les rendre commercialisables en Europe sans aucun étiquetage, évaluation ni étude de risques.**

En 2018, la Cour de Justice de l'Union européenne a affirmé que tous les OGM obtenus par des nouvelles techniques de modification génétique sont des OGM soumis aux obligations d'évaluation des risques, d'étiquetage, de traçabilité et de suivi post-commercialisation. Depuis, les multinationales semencières n'ont de cesse de vouloir contrer cet arrêt.

#### Un tour de passe-passe pour faire "disparaître" les nouveaux OGM

Sensible à leurs arguments, la Commission européenne a publié en juillet 2023 une proposition qui vise à faire disparaître juridiquement la plupart de ces nouveaux OGM, appelés "végétaux NTG" (1). Le terme OGM serait-il trop explicite ?

Cette proposition basée sur des avis de l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments (AESAs) et des consultations biaisées, est truffée d'approximations et de mensonges présentés comme des vérités. Le plus conséquent de ces mensonges est de dire que certains de ces végétaux NTG seraient "équivalents" aux végétaux naturels ou issus de la sélection conventionnelle. L'équivalence (différente de l'identité) serait basée sur la seule comparaison de séquences d'ADN sur l'écran d'un ordinateur. Comme si une plante pouvait se réduire à une suite numérisée de lettres !

#### Des OGM sans étiquette ni suivi !

La Commission européenne est d'ailleurs en pleine

contradiction : l'industrie qui dépose des brevets sur ces OGM met en avant des différences pour justifier leur caractère inventif, preuve que celles-ci existent ! Qu'à cela ne tienne, pour ces plantes, en fait très majoritaires, l'intégralité de la réglementation OGM serait écartée au profit d'une commercialisation sans entraves : finis l'évaluation préalable des risques, l'étiquetage, la traçabilité et le suivi. Les conséquences potentielles sont préoccupantes.

Les paysan-nes et les petit-es semencières risqueraient de ne plus pouvoir produire leurs propres semences, n'ayant pas les moyens de prouver qu'elles contiennent naturellement une information génétique semblable à celle des semences brevetées.

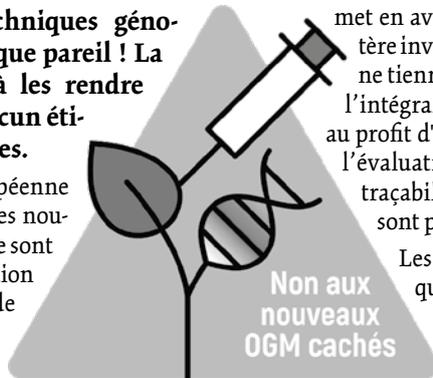
L'agriculture biologique serait elle aussi menacée, faute de mesures de protection contre les contaminations.

En absence d'étiquetage, tou-tes les habitant-es de l'Union mangeraient des OGM sans le savoir... La Commission européenne estime que ces plantes étant équivalentes aux plantes traditionnelles, il n'y a pas lieu d'étudier leurs risques ! Les effets non intentionnels des manipulations génétiques sont occultés. Le principe de précaution, pierre angulaire de la réglementation OGM, n'est plus mentionné et ne sera plus appliqué.

La Commission habille son texte de promesses concernant ces "végétaux NGT" et introduit un concept de durabilité des plantes alors que seuls les systèmes agraires peuvent prétendre à la durabilité. Et cerise sur le gâteau : la Commission Européenne interdirait aux États d'interdire la culture de ces "nouveaux" OGM !

Annick Bossu, d'Inf'OGM

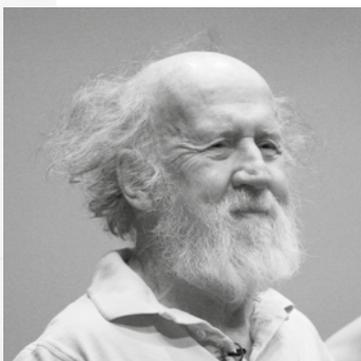
(1) NTG : Nouvelles techniques génomiques.



En partenariat avec : Inf'OGM, 38, rue Saint Sabin 75 011 Paris, [www.infogm.org](http://www.infogm.org).

# MONDES VIVANTS

## Hubert Reeves est parti rejoindre les étoiles



Hubert Reeves, le célèbre astrophysicien, est décédé le 13 octobre 2023 à l'âge de 91 ans. Né à Montréal, il obtient son doctorat en astrophysique nucléaire à l'Université Cornell (États-Unis) en 1960. À partir de 1965, il fait carrière en France comme directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et au Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Excellent vulgarisateur, il publie des livres à partir de 1981. En 1986, il dénonce le danger des arsenaux nucléaires dans son livre *L'heure de s'enivrer*. Il participe alors régulièrement à des émissions de télévision et de radio. Il s'engage progressivement dans différents domaines de l'écologie. De 2001 à 2017, il préside l'association *Humanité et Biodiversité* (pour la préservation de la faune sauvage et la défense des non-chasseurs). Il prône le végétarisme pour des raisons éthiques et environnementales. En 2003, il publie *Mal de Terre* qui montre l'état inquiétant de la planète. Il a été membre du comité de parrainage de la *Coordination française pour la décennie de la culture de paix et de non-violence* (2001-2010).

## L'écho féministe

### Le Jardin des passages, un lieu d'accueil dans le sud du Cantal

Au sud du Bassin d'Aurillac se trouve un lieu d'accueil queer rural, le "Jardin des Passages".



Tiphaine Lebliez

Situé en face de l'église du village de Quézac, et accessoirement d'un couvent avec lequel il entretient d'excellentes relations de voisinage, le lieu, en cours de pérennisation grâce à un rachat collectif, poursuit sa vocation première. En effet, la maison principale, autrefois "Maison du Pèlerin", faisait office d'hébergement pour les personnes cheminant sur les anciennes routes des pèlerinages ou tout simplement de passage.

#### Le partage d'un quotidien collectif

L'association "Le Jardin des Passages", créée en 2022, est la concrétisation plus formelle d'un projet qui a vu le jour en 2020 avec la mise en place d'un collectif d'habitant·es ayant choisi une "mixité queer comme cadre de vie collective". Aujourd'hui, elle compte près de cent cinquante adhérent·es. Le lieu accueille en priorité des personnes minorisées de genre pour des "séjours de rupture/repos" ou de création à l'occasion de résidences artistiques. Avec

les personnes de passage en WWOOFing (1) (là aussi, la priorité a été donnée dès le départ à l'accueil de personnes queer) autour des activités de maraîchage, de ramassage de pommes de terre, de confection de conserves ou de jus de pomme maison, se tisse un véritable "quotidien politique", – pour reprendre la formule de la sociologue Geneviève Pruvost (2).

#### Enjeux de visibilité au niveau local

Au moment de l'installation des premi·ères arrivant·es en 2018, il n'y avait pas eu de revendication d'une quelconque étiquette. Comme nous l'explique l'une des personnes à l'initiative du projet associatif, être des personnes queer à la campagne apporte cependant, de fait, une forme de visibilité là où il n'y en avait pas. Il y a quelques décennies seulement, il n'existait pas véritablement de modèles de personnes LGBT autour de soi lorsque l'on grandissait à la campagne. L'intention d'offrir des modèles de représentation et des espaces d'expression pour les plus jeunes queer "du coin" s'est traduite plus tard par la co-fondation du *Café LGBT* avec une autre association. Le lieu, du fait de son dynamisme, est devenu un espace de référence qui permet des échanges avec d'autres structures : associations, collectivités territoriales, établissements scolaires etc. afin d'accompagner et d'informer autour des questions LGBTQIA+. À cette volonté de légitimation à l'échelle locale fait écho le lancement de la première marche des fiertés à Aurillac, en mai 2023.

Bénédicte Gattère

◆ Contact : [lejardindespassages@protonmail.com](mailto:lejardindespassages@protonmail.com)

(1) WWOOF est un réseau mondial de fermes biologiques qui accueillent des personnes venant aider et découvrir les savoir-faire paysans en échange du gîte et du couvert. WWOOF France : <https://wwooof.fr>.

(2) Voir Geneviève Pruvost, *Quotidien politique. Féminisme, écologie et subsistance*, Paris, La Découverte, 2021.

# LIBERTÉS

## EN BREF !

◆ **Le nombre de personnes tuées par balles par la police en France en forte augmentation.** Depuis 2020, les chiffres ont doublé comparé à 10 ans auparavant (40 en 2020, 52 en 2021, 39 en 2022). Le nombre de cas pour lesquels les personnes tuées

n'étaient pas armées a bondi de 275 % dans cet intervalle. Il y a 3 fois plus de personnes décédées lors d'une arrestation ou en détention depuis 2020. Le média Basta! a réalisé une enquête approfondie sur le sujet (<https://basta.media>).

◆ **L'illégalité confirmée de la cellule Déméter.** En octobre 2019, l'État créait, à la demande de la FNSEA et des *Jeunes Agriculteurs*, une cellule de la gendarmerie nationale, appelée *Déméter*, pour surveiller les mobilisations sur le thème de l'agriculture et de la ruralité. Le 29

septembre 2023, la cour administrative d'appel de Paris a confirmé définitivement que ses missions de "prévention" sont illégales. "*Une étape importante pour les libertés associatives*", se réjouit Brigitte Gothière, cofondatrice de L214. Le Conseil d'État tranchera sur l'illégalité ou non de ses activités "de suivi".

### Des écoles différentes nées de la lutte au Mexique

L'expérience zapatiste au Chiapas donne lieu à des expérimentations éducatives basées sur quatre axes principaux : compétences techniques et connaissances scientifiques et naturalistes en vue d'assurer la subsistance de la communauté ; autonomie politique ; revitalisation de la culture indigène par l'art, la cosmogonie et le bilinguisme ; enfin, étude de la colonisation, du mouvement zapatiste, du système juridique mexicain, dans l'objectif d'anticiper la défense des peuples.

#### Au Chiapas, des écoles organisées par et pour la communauté

Les écoles sont animées par des promoteurs et promotrices d'éducation désignés par l'assemblée communale et révocables à tout moment. Les élèves sont sujets et actifs de leur éducation : connaître le vivant ou l'histoire de la communauté passe par exemple par la réalisation d'interviews auprès des anciens et anciennes. Le comité d'éducation possède la plupart du temps son propre potager où les élèves peuvent expérimenter l'agroécologie - et les produits de leur récolte servent à financer l'école elle-même.

Outre la hausse du taux d'alphabétisation, la réussite du système zapatiste tient à la continuité éducative. Beaucoup de membres de la première génération d'élèves ont choisi de devenir promoteurs et promotrices d'éducation à la fin de leur cursus. Cependant, les difficultés perdurent quant à la précarité des infrastructures, au manque de manuels scolaires ou aux failles dans la formation des promotrices d'éducation, notamment en castillan. Sans parler des attaques menées par l'État mexicain ou par les paramilitaires.

#### À Oaxaca, une école pour apprendre à penser, à créer et à résister

Au nord du Chiapas, dans la Sierra Sur de Oaxaca, la *Finca Cafetal Alemania* (production de café), à Huatulco, a été récupérée par la population locale organisée au sein du comité pour la défense

des droits indigènes après la faillite de l'entreprise. Près de deux mille familles issues de 48 communautés ont transformé les lieux en centre de formation pour l'autonomie alimentaire. Une sorte d'école agro-écologique avec 18 ateliers de production d'une grande diversité alimentaire, artisanale et artistique. Les élèves, accueilli-es depuis la primaire jusqu'au bac, disposent de dortoirs et de réfectoires et bénéficient de contenus pédagogiques adaptés, l'objectif étant annoncé sur les murs mêmes de l'école : "Avec une éducation indépendante, nous permettons aux enfants d'acquérir sans critique, analyse et réflexion".

Dans un premier temps à destination des jeunes, l'école agraire se dote de cours pour adultes en 2014, avec le module pour la défense collective du territoire ; puis elle met en place des formations en pratique juridique, en défense de l'environnement ou encore autour du genre et de l'identité indigène. Face à la menace minière, elle ouvre également un pôle d'étude des méga-projets pour analyser comment ils affectent les communautés paysannes. La *Finca* est finalement un cœur irriguant les luttes et les espérances dans une région cernée par les projets industriels et touristiques.

Méline Fanouillère

#### ◆ Sources :

- Documentaire *Una Introduccion a la educacion zapatista & La Resistencia Escuelita Zapatista*
- Article "CODEDI, la Finca Alemania" sur le site "De l'Autre côté du Charco"
- Documentaire *Como una piedra en el zapato disponible sur radiozapatista.org.*

En partenariat avec : le podcast *L'actu des oubliés*, sur <https://audioblog.arteradio.com>

### La Tunisie, future usine à soleil de l'Europe ?

On connaissait la centrale solaire *Noor*, au sud-est du Maroc, la plus importante au monde en énergie produite, qui absorbe une grande partie de l'eau de la région, asséchant les cours d'eau. Un nouveau projet de production photovoltaïque géante est en cours dans le sud-est de la Tunisie, porté par la compagnie *TuNur*. Il s'agira cette fois-ci de produire de l'électricité pour 2 millions de foyers... en Europe (Italie, France et Malte), via des câbles sous la Méditerranée. La région de production est pourtant déjà très affectée par la sécheresse, et cette centrale impliquerait des besoins en eau importants. Les bénéfices énergétiques n'iront pas à la Tunisie, dont seulement 3 % de l'électricité est produite à partir de renouvelables. La surface, 25 000 hectares, est d'une ampleur encore inédite à ce jour. Ses promoteurs promettent 20 000 emplois, mais la majorité s'évaporeront au soleil une fois la centrale installée. (Source : *Imagine*, n°157)

### La Françafrique perd du terrain

Le 24 mai 2021, un coup d'État au Mali visait directement à supprimer l'influence française, avec le soutien de la Russie. Le 30 septembre 2022, un coup d'État avait lieu au Burkina Faso selon le même scénario. Le 26 juillet 2023, c'était le tour du Niger. Et là le gouvernement a fortement réagi. Le 29 juillet 2023, Emmanuel Macron déclarait : "Quiconque s'attaquerait aux ressortissants, à l'armée, aux diplomates et aux emprises françaises verrait la France répliquer de manière immédiate et intraitable". Mais de quelles emprises parle-t-on ? Il s'agit des mines d'uranium d'Arli exploitée par *Orano* (ex-*Areva*) depuis les années 1970. Depuis le début, ce sont plus de 75 000 tonnes d'uranium qui ont été exportées vers la France. Le coup d'État de juillet 2023 pourrait fortement gêner notre soi-disante "indépendance nationale" du nucléaire.

Maroc

## Une coopérative d'artisanat pour sortir de l'exploitation

La production d'artisanat marocain est aujourd'hui basée sur une exploitation des artisan-es (en grande majorité des femmes vivant en milieu rural), très peu rémunérées par les intermédiaires commercialisant leurs créations. Pour combattre cette exploitation, des artisan-es marocain-es ont créé il y a dix ans la coopérative *Anou*. Elle rassemble aujourd'hui près de 600 artisan-es à travers le Maroc. La coopérative possède sa propre plateforme de commerce en ligne, appartenant à et gérée par les artisan-es (c'est la seule au Maroc dans ce cas), ainsi qu'un atelier à Fez, où les artisan-es peuvent venir une semaine ou un mois pour travailler à la conception



ou à la réalisation d'un projet. *Anou* est également en train de construire une petite usine près d'Azilal (dans le Moyen-Atlas), pour traiter et valoriser la laine marocaine. Actuellement, la très grande majorité de la laine utilisée dans les textiles marocains commercialisés par les grands intermédiaires provient de Nouvelle-Zélande, tandis que la laine des ovins marocains est jetée. *Anou* veut inverser la tendance et appelle à cesser de soutenir l'exploitation des artisan-es marocain-es, en refusant d'acheter les produits de l'artisanat auprès de la grande distribution.

◆ *Anou* :  
[hello@theanou.com](mailto:hello@theanou.com),  
[www.theanou.com](http://www.theanou.com).

### EN BREF !

◆ **Japon : report de l'âge de la retraite.** Alors que la plupart des réacteurs sont à l'arrêt depuis l'accident de Fukushima en 2011 (seuls 10 sur les 33 potentiellement utilisables ont réussi à se mettre aux nouvelles normes), le Parlement japonais a voté le 31 mai 2023, une loi permettant de maintenir en fonctionnement les réacteurs au-delà de 60 ans. Une loi qui n'est que théorique car la plupart des réacteurs ne peuvent pas atteindre cet âge.

◆ **EPR : Taishan 1 en panne.** Le 29 juin 2018, l'EPR 1 de Taishan (Chine) est le premier réacteur de ce type à produire de l'électricité... 30 ans après la mise à l'étude de ce type de réacteurs. Mais tout ne se passe pas bien. Entre juillet 2021 et août 2022, le réacteur est arrêté pendant 13 mois suite à la

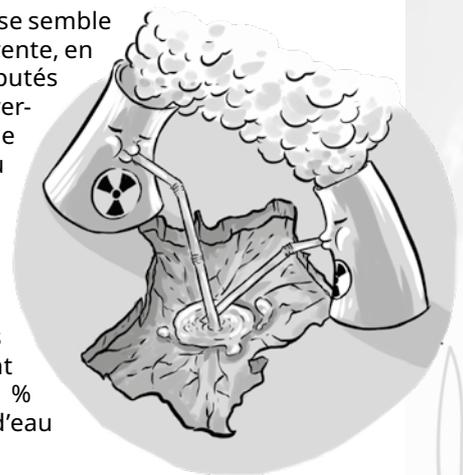
découverte de fuite de gaz radioactifs en provenance de fissures dans les gaines des barres de combustible. Le réacteur est de nouveau en panne depuis le 1<sup>er</sup> février 2023, panne de nouveau provoquée par la médiocre qualité des barres de combustibles fournies par *Framatome*, filiale d'*EDF*. Conséquence : des vérifications ont été engagées dans plusieurs réacteurs français qui utilisent les mêmes barres de combustible.

◆ **Cruas : chute du moteur du pont de manutention.** Un accident rare s'est produit le 27 juillet 2023 à la centrale de Cruas (Ardèche). Le moteur d'un pont roulant de plusieurs centaines de kilos est tombé sur le dôme qui assure la résistance du réacteur en cas d'accident, mais selon *EDF* cela n'a aucune conséquence.

# NUCLÉAIRE

## Consommation d'eau : un révisionnisme étonnant

Alors que la sécheresse semble de plus en plus récurrente, en mars 2023, des députés ont interrogé le gouvernement sur le risque de manque d'eau pour les réacteurs nucléaires présents et futurs. En effet, selon le ministère de la Transition écologique, les réacteurs nucléaires seraient responsables de 31 % des prélèvements d'eau en France.



Le gouvernement a alors répondu que les chiffres n'étaient pas à jour, et le 29 mars 2023, le site internet du ministère a été modifié : de 31 %, le nombre est tombé à 12 % sans aucune référence scientifique.

La fermeture de Fessenheim a bien fait baisser les prélèvements d'environ 4 %, mais c'est la seule modification récente observée. Cela semble donc être un pur mensonge.

# LUTTES LOCALES

## Les victoires de l'écologie



### Le marais des Échets sous le rouleau compresseur du remembrement agricole

À partir des années 1950, l'État français impose dans les campagnes une politique de remembrement agricole. L'administration redessine les cartes foncières pour forcer la création de grandes exploitations agricoles. Les haies et les bois sont rasés, les zones humides sont asséchées. Ces destructions sont menées au nom du "progrès" agricole : les aménageurs centraux entendent remplacer les sociétés paysannes par une production agro-industrielle "moderne".



Les patineuses au Marais des Échets, carte postale des années 1890, avant son assèchement.

Sur le plateau de la Dombes, au Nord de Lyon, le remembrement agricole commence seulement dans les années 1960. Le marais des Échets, à cheval sur les communes de Miribel, Tramoyes et Mionnay, constitue un milieu de vie très riche notamment pour les oiseaux. Le ministère de l'Agriculture et le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, annoncent la destruction de ces 1 100 hectares, au nom de l'"assainissement" et de la "valorisation" agricole du marais.

#### Marais vivant ou monoculture de maïs ?

Plusieurs agriculteurs et des associations ornithologistes se mobilisent : un "Comité de défense" se monte, dans lequel figurent entre autres, Albert Geoffray, agriculteur et maire de Tramoye et Philippe Lebreton, naturaliste, professeur à

l'Université de Lyon. En 1965, la préfecture donne son accord de principe pour la création d'une zone protégée de 300 hectares. En 1970, Léon Chambaretaud, sénateur lyonnais et riche propriétaire foncier, qui a amplement profité du remembrement, et Pierre Cormorèche, de la FNSEA locale, persistent à saccager le marais pour y planter du maïs : le sénateur fait venir bulldozers et tractopelles pour couper les haies et drainer les plans d'eau.

Le premier ministre de l'Environnement, Robert Poujade, nommé en janvier 1971 réitère son soutien au défenseur du marais en annonçant son intention de classer la zone. La bagarre se tourne vers les urnes municipales : Jean Cormorèche, le maire de Miribel, pro-remembrement, est battu en 1971 par les protecteurs de la nature. Pendant ce temps, le Comité de défense alerte le tribunal administratif sur les dégâts en cours. En mars 1972, le sénateur est finalement inculpé.

#### Une victoire aux coûts dévastateurs

Finalement, sur les 1 100 hectares concernés, 215 hectares sont préservés, dont le Parc des oiseaux, à Villars-les-Dombes. Par la suite, une autre zone de 210 hectares sera classée à proximité et un propriétaire mettra également en place une réserve privée de 23 hectares à Mionnay. Mais les marais auront tout de même été asséchés en grande partie et, dès 1973, les riverains subissent des inondations. Le maire de Rochetaillée-sur-Saône accuse l'assèchement sauvage du marais : ce dernier ne peut plus jouer le rôle d'éponge pour retenir l'eau lors des orages.

Il s'agit du dernier marais asséché en France : la lutte a été décisive pour comprendre l'intérêt de maintenir les zones humides. Cette lutte a aussi permis la création de la FRAPNA, l'actuelle branche Rhône-Alpes de France Nature Environnement qui, au cours des décennies qui suivirent, mena de nombreuses batailles et obtint des victoires notamment contre l'extension de stations de ski. Mais c'est une autre histoire !

Juliette Piketty-Moine

◆ Contact : FNE Ain (ex FRAPNA), 44 avenue de Jasseron, Bourg-en-Bresse, 04 74 21 38 79, ain@fne-aura.org, www.fne-aura.org/ain.



Chaque mois, Silence présente l'une des luttes de son affiche "L'écologie en 50 victoires" (voir p. 46). Silence a aussi réalisé une exposition "Les victoires de l'écologie" : contactez-nous.



Suisse

### Une carrière stoppée par les opposant·es

À Vuflens-la-Ville, dans le canton de Vaud, le projet de gravière du groupe Orllati ne se concrétisera pas. La municipalité a annoncé le 21 juin 2023 qu'elle ne souhaitait pas donner suite au projet, suite à la mobilisation de ses administré·es. La résistance avait été entamée par le mouvement *Grondements des Terres* qui avait installé une ZAD sur le terrain convoité en mars 2023. L'action avait permis de mettre ce projet en débat et de renforcer son opposition locale de manière décisive.

◆ *Grondements des Terres*, <https://grondementsdesterres.org>.

# LUTTES LOCALES

Guyane

## Une centrale à biomasse très contestable

Le barrage hydroélectrique de Petit-Saut, situé sur le fleuve Sinnamary, est en fonctionnement depuis 30 ans. Sa construction, notamment pour alimenter en énergie le *Centre spatial guyanais*, a nécessité la submersion de 365 km<sup>2</sup> de forêt amazonienne (trois fois la taille de Paris intramuros) pour une production de 110 MWh, noyant de nombreuses espèces végétales et animales. Aujourd'hui, pour répondre aux besoins énergétiques en hausse, les collectivités de Guyane et l'État ont décidé la création de la future plus grande centrale de biomasse de Guyane à Petit-Saut. Le projet est porté par le groupe *Volitalia* et sa filiale *Triton*, détenu à 70 % par la famille Mulliez, 6<sup>e</sup> fortune de France. Pour faire de la biomasse, la filiale prévoit de couper, sous l'eau, des arbres immergés dans le lac de Petit Saut (5 millions de tonnes de bois en 30 ans). La première récolte a eu lieu le 25 juillet 2023. Ce bois est pourtant essentiel à la biodiversité du lac, car il abrite des espèces végétales et animales, sert au plancton et aux animaux marins. À ce jour, *Triton* ne souhaite pas rencontrer les associations et refuse la négociation demandée par la *Compagnie des guides de Guyane*, qui porterait sur la délimitation des espaces de coupes pour le projet de biomasse et sur la préservation d'un espace protégé pour la biodiversité et le tourisme. Un recours a été déposé en préfecture, accompagné par des avocates de *Mediapart*.

◆ *La compagnie des guides de Guyane*, [guides.guyane@gmail.com](mailto:guides.guyane@gmail.com).

Aurélie Gries

Occitanie

## Un projet alternatif à l'autoroute Castres - Toulouse

L'urbaniste Karim Lahiani, accompagné par le collectif *La voie est libre*, a présenté un projet alternatif à l'autoroute Castres - Toulouse, basé sur l'artisanat, l'agriculture durable, l'écoconstruction et la rénovation, la cyclo-logistique et l'écotourisme. Le projet "Une autre Voie !" repose sur une véloroute nationale de 87 km entre Toulouse et Mazamet. Par ailleurs, il comprend le renforcement des lignes ferroviaires, en augmentant le nombre d'arrêts et de trains, pour décharger la route nationale existante (RN126), ainsi que son réaménagement pour favoriser l'offre en transports en commun et le covoiturage. Avec ces trois voies de transport, l'application de ce plan diminuerait le trafic routier de 25 % sur la RN126 d'ici 2030. Sont envisagées également la plantation massive d'arbres, de haies bocagères et la création d'une soixantaine de mares pour retenir l'eau sur le territoire. Enfin, 7 lieux seraient présents le long du tracé pour informer sur les questions écologiques, comme un hameau des low-tech à Villeneuve-lès-Laveur, une centrale des fertilités à Gragnague, ou encore une cité du vélo à Castres. (Source : *Reporterre*, le 16 septembre 2023).

◆ Contact : Le collectif *La voie est libre*, [www.lvel.fr](http://www.lvel.fr).



## EN BREF !

◆ **Gironde : non à 2 nouveaux entrepôts logistiques sur une prairie.**

Le 11 avril 2023, les autorités locales annonçaient la création de 2 grands entrepôts logistiques à Coutras. Artificialisation de 15 hectares de terres, proximité immédiate d'habitations, destruction d'emplois locaux, modèle de sur-consommation avec des délais de livraison toujours plus courts, sont dénoncés par les opposantes, qui proposent aussi des alternatives. *Les Braises*, <https://les-braises.fr>. *Confédération paysanne 33*, tél. : 05 56 52 26 79.

◆ **Seine-Saint-Denis : Le 2<sup>e</sup> plus grand centre commercial de France ne poussera pas.**

*Unibail Rodamco Westfield* prévoyait d'agrandir le centre commercial de Rosny (Seine-Saint-Denis) de 6 hectares, pour atteindre en tout 18 hectares. L'étude d'impact du permis de construire étant défectueuse, le tribunal administratif a annulé le permis le 6 avril 2023.

◆ **Alpes : non aux JO d'hiver en 2030.** Renaud Muselier (région PACA) et Laurent Wauquiez (région AURA) ont déposé une



candidature commune pour organiser les Jeux olympiques d'hiver en 2030 dans les Alpes. L'opposition se fait entendre pour protester contre un projet qui serait coûteux, antisocial et anti-écologique. "Quinze jours de fête et quinze années de dettes". À Embrun, dans les

Hautes-Alpes, un rassemblement festif et déguisé a marqué le début de la mobilisation de rue contre ce projet, le 16 septembre 2023. *No JO* regroupe plusieurs groupes et associations mobilisées. *No Jo*, <https://no-jo.fr>.

### A69 : Grève de la "fin"

**Quarante jours de grève de la faim, 48 heures de grève de la soif, voilà à quoi en sont réduit-es les militant-es écologistes pour se faire entendre d'un pouvoir politique arcabouté sur la défense d'un projet d'autoroute né dans la vapeur toxique des "cinquante gaspilleuses".**

Dans une belle unanimité mêlant vieille gauche productiviste et droite rance climatosceptique, rien ne semble stopper un projet d'autoroute reliant Castres à Toulouse. Pas même son impact sur les écosystèmes, pas même son bilan carbone. Pas même son coût exorbitant pour l'usager, ni même les gains dérisoires de quelques minutes permettant à quelques *happy few* en Tesla de rejoindre Toulouse pour la modique somme de 17 euros l'aller-retour.

**"De dangereux extrémistes, radicalisés de la cause productiviste"**

Nous avons affaire à de dangereux extrémistes, radicalisés de la cause productiviste, annonçant, *ad nauseam*, des arguments putrides, invoquant des mots magiques comme "désenclavement", "progrès", "vitesse", "croissance", supposés justifier l'injustifiable. Cette petite caste d'élus à la légitimité vacillante s'arcaboutent ainsi sur la défense de projets climaticides. Capricieux, ces enfants gâtés d'un monde en sursis n'hésitent pas à détruire pour démontrer qu'ils détiennent un pouvoir absolu, ce pouvoir quasi nihiliste qui fleure bon l'*hubris*. Pour ces élu-es, l'A69 n'est pas un projet d'autoroute mais avant tout le symbole de leur toute-puissance, le refus obstiné de perdre une parcelle de ce pouvoir exclusif.

S'estimant fondés à détruire la nature au nom d'un intérêt général particulièrement discutable, Delga, Beaune (1) et consorts représentent une classe politique pareille à une espèce en voie

d'extinction. Acculée, elle est particulièrement dangereuse car elle joue sa survie. Elle se sait, à terme, condamnée, car même si elle use et abuse du monopole de la violence légitime pour imposer ses vues, sa légitimité s'érode jour après jour et la contestation va croissante.



Aurèle Castellane / Engrainage Média

Rassemblement et actions Ramdam sur le macadam contre l'A69, 21-22 octobre 2023, à Saix.

De fait, il leur faut déployer une énergie dantesque pour imposer ce type de projets routiers, aller chercher le soutien de quelques climatosceptiques faisant profession de parlementaires ou président-e de telle ou telle collectivité locale. Leur entêtement dit quelque chose de l'époque, de ce basculement que nous sommes en train de vivre.

**"Nous leur faisons peur car nous nous battons pour notre survie"**

Du reste, leurs discours et arguments sonnent désormais faux. Les appels au respect de l'état de droit(e) sont autant de vaines litanies creuses, boursoufflées et moribondes. Leur droit à détruire butte sur notre désir de vivre. Nos "représentant-es" ont fait sécession à l'instant où ils et elles ne se préoccupent plus de l'avenir. De notre avenir.

L'A69, comme les autres projets inutiles et imposés, cristallise les passions car chacun-e mesure à quel point emprunter les chemins de la transition ne sera pas une promenade de santé. La force de nos

seuls arguments sera insuffisante. Il nous faudra déployer une détermination sans faille car notre cause est non seulement juste mais aussi et surtout existentielle. Nous nous battons pour notre survie. Et c'est sans doute la raison pour laquelle nous leur faisons tant peur.

**Stéphane Kerckhove**

(1) Carole Delga est la présidente de la région Occitanie et Clément Beaune le ministre des Transports.

## Israël-Palestine

### Cesser le massacre des populations civiles

Le MAN, *Mouvement pour une alternative non-violente*, a publié un communiqué signé de sa porte-parole Hélène Bourdel concernant la vague de violence inédite qui secoue Israël et la Palestine depuis début octobre 2023, et que nous reproduisons ici :

*"Horreur, souffrances et mort chez les Israéliens, Horreur, souffrance et mort chez les Palestiniens. Le MAN est opposé à toutes les violences et toutes les justifications de la violence. Le MAN est solidaire de toutes les victimes.*

*Oui, violence du Hamas qui prétend défendre les Palestiniens, mais massacre des populations civiles israéliennes,*

*Oui, violence de l'État d'Israël qui prétend se défendre, mais massacre des populations civiles palestiniennes.*

*Mais aussi violence institutionnelle dont est depuis longtemps victime le peuple palestinien, privé de droits, confiné derrière des murs, dépossédé d'eau et de terres.*

*Dans cette inextricable situation de violences croisées, ni l'État d'Israël, ni le Hamas ne défendent quoi que ce soit, sinon une vision totalitaire où l'autre est nié, où toute humanité est niée.*

*Les médias occidentaux n'en parlent guère, mais des mouvements palestiniens non-violents existent, et des organisations israéliennes luttent contre toutes les violences de leur État. C'est eux que soutient le MAN, eux qui défendent la justice et l'humanité.*

*"Aucune violence n'en justifie une autre, aucune injustice n'en justifie une autre." (B'Tselem, Centre d'information Israélien pour les Droits de l'Homme dans les Territoires Occupés)"*

(Voir aussi l'article page 32)

◆ MAN, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, tél. : 06 18 91 78 47, [www.nonviolence.fr](http://www.nonviolence.fr)



# ÉNERGIES

## États-Unis

### Pic du pétrole non conventionnel ?

C'était prévu : les réserves de gaz et de pétrole de schiste sont limitées et la rentabilité n'est pas toujours au rendez-vous. En un an, entre août 2022 et août 2023, le nombre de puits d'extraction a baissé de 15 %. La production globale a commencé à baisser pour la première fois en août 2023. Le pic de production pourrait déjà avoir été atteint, seulement 15 ans après le début de l'exploitation de ces pétroles non conventionnels. L'Agence internationale de l'énergie estime de son côté que le pic mondial de production pourrait être atteint dès 2028.

## Europe

### Sobriété, efficacité et renouvelables

De nombreux groupes de recherche indépendants européens (dont *Négawatt* en France) se sont regroupés au sein de l'association *CLEVER (Collaborative Low Energy Vision for the European Region)* pour mettre en place un projet énergétique englobant 30 États européens (27 membres de l'Union européenne, Grande-Bretagne, Suisse et Norvège). Une première étude collective a été publiée en juin 2023. Celle-ci montre qu'en agissant sur la sobriété, l'efficacité et le développement des énergies renouvelables, il est possible d'atteindre la neutralité carbone en 2045. Ce scénario démontre qu'il est possible d'y arriver sans recours au nucléaire, sans méthode de stockage du carbone.

Le scénario prouve l'urgence d'agir dès maintenant et de manière coordonnée : accélération de la rénovation performante des bâtiments (2 % par an contre 0,2 % actuellement), utilisation des procédés les plus performants déjà existants, développement des réseaux de chaleur, développement des modes de déplacement doux et des transports en commun (c'est ce domaine qui a le plus fort potentiel d'économie), baisse de la taille des voitures et limitation de la vitesse, baisse de la taille des logements... de manière à baisser les besoins en énergie de 55 %.

Le reste de l'énergie nécessaire est entièrement fourni par les renouvelables, mais avec des objectifs un peu différents de ce que l'on voit habituellement : chauffe-eau solaires, biomasse sont mis en avant, la montée de l'usage de l'électricité annoncée dans différents scénarios officiels est maîtrisée. On peut retrouver l'essentiel de l'étude sur le site de *Négawatt*.

◆ *Négawatt*, BP 16280 Alixan, 26958 Valence Cedex 9, [www.negawatt.org](http://www.negawatt.org).

## Mise en place d'un réseau de surveillance des entreprises d'armement

L'Observatoire des armements est en train d'initier la mise en place d'un réseau de surveillance des entreprises d'armement à l'échelle nationale, dans le prolongement de son étude parue en 2022 "La guerre se fabrique près de chez nous".

Les entreprises d'armement locales sont-elles vraiment associées aux guerres actuelles ? Et si oui comment ? Leur communication publique ne permet pas facilement de savoir à quel type d'armement elles contribuent, et à quelle utilisation ce dernier est destiné. De plus, les principaux majors du secteur comme toute une myriade de petites et moyennes entreprises réparties sur l'ensemble du territoire bénéficient d'aides publiques. Ce qui questionne le pouvoir que les citoyen-ne-s peuvent exercer sur ces décisions.

Des formations auront lieu :

- ◆ le 9 et 10 décembre 2023 à Grenoble, à l'Université autogérée, 921 rue des Résidences, 38400 Saint-Martin-d'Hères.
  - ◆ les 16 et 17 décembre à Bordeaux, au lieu-dit Darwin, 87 rue des Queyries.
- Informations et inscriptions : Observatoire des armements, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, tél. : 04 78 36 93 03, [www.obsarm.info](http://www.obsarm.info).



## Larzac !

Cette pièce de théâtre écrite par Philippe Durand et produite par la compagnie Treize-Trente-Six, qui fait découvrir l'aventure de la Société civile des terres du Larzac, n'est pas centrée sur la célèbre lutte des années 70, mais s'intéresse à la vie des habitant-es du plateau et à leur gestion collective des terres agricoles selon un modèle original. Retour sur 40 années d'auto-gestion à travers les voix de celles et ceux qui la vivent. On peut voir la pièce :

- ◆ le 2 décembre à 20h à Margency (Val-d'Oise), espace Gilbert Bécaud, 1 rue du 18 juin ;
- ◆ le 3 décembre à 16h à Pierrelaye (Val-d'Oise), à La Mezzanine, 46 rue Victor Hugo ;
- ◆ le 5 décembre à 20h30 à Genainville (Val-d'Oise), à la Salle des loisirs, chemin de Préfontaine ;
- ◆ le 9 décembre à 20h30 à Montlaur (Aveyron), au foyer Magali ;
- ◆ le 10 décembre à 17h à Nant (Aveyron), à la salle du Relais Soleil ;
- ◆ le 12 décembre à 20h30 à Saint-Jean-d'Alcas (Aveyron), à la salle de la Grange aux Marnes.

• Informations et inscriptions auprès des structures accueillantes.



## Luttes locales

### FRANCE : JOURNÉES D'ACTION CONTRE LAFARGE ET LE MONDE DU BÉTON

9 - 12 décembre

Les *Soulevements de la Terre* appellent à des mobilisations contre Lafarge et autres bétonneurs, que ce soit par une manifestation publique, des banderoles, de la peinture, des blocages de malaxeurs, en petit groupe ou massivement, pour s'opposer à l'empire du béton et affirmer que d'autres manières de construire et d'habiter le monde sont possibles.

• Infos : <https://lessoulevementsdelaterre.org>.

## Politique & société

### MARSEILLE : HISTOIRE DU SABOTAGE

9 décembre

Rencontre avec Victor Cachard, auteur de *Histoire du sabotage*. À 17h au CIRA, Centre international de recherches sur l'anarchisme.

• CIRA, 50 rue Consolat, tél. 09 50 51 10 89, [www.cira-marseille.info](http://www.cira-marseille.info).

## Silence

### LYON : EXPÉDITION DE SILENCE

14 décembre

Comme chaque mois, venez plier la revue pour l'envoi aux abonné-es à travers la France. Un moment convivial, ouvert à tou-tes, dans nos locaux, 9 rue Dumenge, Lyon 4<sup>e</sup>. De 13h à 20h30. Vous pouvez venir à tout moment, quand cela vous arrange. Un apéro est offert à la fin, vous pouvez compléter en amenant plats et boissons si vous le souhaitez.

• Informations : 04 78 39 55 33.

# ANNONCES

## Vivre ensemble

■ **Bout de Bretagne.** Bonjour, homme 65 recherche femme pour partager moments de vie à 2, échanges voyages, balades à vélo et sorties diverses. On me dit agréable, dynamique, à l'écoute, ouvert aux autres et proche de la nature.

Tél. : 06 59 28 24 35. Région Dinan - Saint-Malo de préférence.

■ **Charente Sud.** Mon grand souhait serait de partager le lieu où j'habite, maison + bâtiments + 2 ha de terrain. Ce projet s'adresse à des porteurs de projets et de résilience. Projet à construire, bâtiments à rénover + trésorerie. Je n'ai qu'un téléphone : 05 45 79 19 38, merci de respecter ce choix.

**Gratuites :** Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonné-es (le premier abonnement est à 22 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais. Pour passer une annonce dans le numéro de février 2024, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 26 décembre. Pour passer une annonce dans le numéro de mars, au plus tard le mardi 30 janvier, etc.** Adresse réelle. Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui ne correspondent pas à ses valeurs.

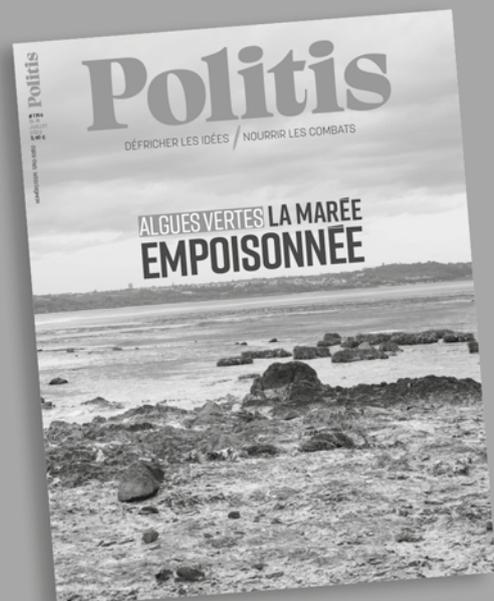
# DÉFRICHER LES IDÉES, NOURRIR LES COMBATS

Abonnez-vous à Politis à partir de 9 €/mois.

Recevez chaque semaine le numéro papier chez vous + un accès aux articles quotidiens publiés sur le web.

**Politis.fr**

Politis est un média d'actualité indépendant et engagé qui reflète la vitalité de la pensée et des combats en faveur du vivant, du progrès social et de l'émancipation des personnes.



› Texte : **Solène Common**,  
Chargée de mission plaidoyer de l'association SOL,  
Alternatives Agroécologiques et Solidaires.

# Comment l'Europe brise l'autonomie alimentaire en Afrique de l'Ouest

Après avoir exploité l'Afrique de l'Ouest, l'Europe poursuit son œuvre néocoloniale en imposant à cette région des importations qui la mettent à genoux, en la transformant en un nouveau marché avec des règles du jeu inéquitables. Une étude menée par SOL montre comment, au niveau agricole, l'Union Européenne dépend de l'Afrique plus que l'inverse !

un état des lieux de la situation, ainsi que des pistes d'actions pour mettre en cohérence la coopération entre ces deux régions avec les enjeux de souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest (1).

## L'agriculture, centrale dans l'économie des deux régions

En Afrique de l'Ouest comme en Europe, l'agriculture est un secteur clé. L'agriculture familiale et la pêche artisanale y assurent près de 90 % des besoins alimentaires (2) et emploient plus de 50 % de la population (3). Davantage tournée vers l'extérieur, la puissance agricole européenne permet à l'UE de figurer parmi les premiers exportateurs mondiaux de produits agricoles.

Ce secteur est encadré par deux politiques d'ampleur, la *Politique agricole commune* côté européen et

1. SOL, ROPPA, CNCR, CFSI, CFSI, Oxfam Belgique, Humundi (ex-SOS Faim Belgique), SOS Faim Luxembourg, "Afrique de l'Ouest-Union européenne : faire germer une coopération et des échanges agricoles équitables et durables", 2023, accessible sur le site de l'association SOL.
2. Voir l'article de Jacques Berthelot, "La Cnucead a propagé le mythe d'une énorme dépendance alimentaire de l'Afrique", 2021.
3. CEDEAO, "L'agriculture et l'alimentation en Afrique de l'Ouest. Mutations, performances et politiques agricoles", 2015.



Récolte du mil par des femmes paysannes membres du projet Valoriser les céréales locales phase I mené en partenariat avec la FONGS- Action Paysanne (Sénégal, février 2016)

Les relations de l'Afrique de l'Ouest à l'Union européenne (UE) constituent un obstacle majeur à la sécurité alimentaire dans la région et à sa recherche d'autonomie. Encadrée par plusieurs accords, la coopération entre Union européenne et Afrique de l'Ouest est supposée assurer "*la solidarité, la sécurité, la paix et le*

*développement économique durable de cette région*". Dans les faits, ces relations sont profondément inégales et vont va à l'encontre des objectifs affichés par ces deux partenaires.

Pour documenter cette réalité, des organisations paysannes ouest-africaines et de la société civile européenne se mobilisent et présentent



Case de semences de l'Union des Groupements Paysans des Niayes (UGPN), Sénégal, mars 2018.

l'*Ecowap* en Afrique de l'Ouest, beaucoup plus récente et ne disposant pas des mêmes moyens. Cette dernière vise le développement agricole et la sécurité alimentaire, à travers la promotion de filières agricoles locales.

Toutefois, les objectifs de l'*Ecowap* sont depuis plusieurs années freinés par la coopération entre l'Afrique de l'Ouest et l'UE.

### Des échanges destructeurs pour le vivant

Principalement construite pour exporter vers l'Europe (4) et largement influencée par le modèle agricole européen, la filière cacao ouest-africaine représente plus de la moitié de

la production mondiale. Toutefois, ce modèle coûteux et intensif est à l'origine d'une déforestation massive, générant pollution, dégradation et épuisement des ressources, et enferme ses productrices dans une grande précarité. En Côte d'Ivoire, principal pays producteur de cacao de la sous-région, 80 % de la forêt originelle a été défrichée depuis les années 1960 (5) et 55 % des productrices de cacao vivent en dessous du seuil de pauvreté (6).

L'Union européenne encourage indirectement ce mode de production. Alors qu'une diminution de l'usage des pesticides s'opère en Europe, elle continue d'exporter des produits qu'elle interdit sur son sol. En 2018, plus de 81000 tonnes de pesticides contenant des substances interdites d'utilisation en Europe ont ainsi été vendues depuis le sol européen hors de ses frontières (7). Parmi les principaux destinataires, 8 pays ouest-africains.

### Une concurrence déloyale qui met à mal l'agriculture locale

Avec un faible niveau de protection à l'entrée et une population en pleine croissance, le marché ouest-africain a très rapidement été une destination privilégiée pour l'UE,

qui y a encouragé l'exportation de certains de ses produits, pour faire face à ses propres excédents.

Cette dynamique porte un lourd préjudice aux agricultures locales, qui subissent la concurrence de ces produits issus d'une agriculture fortement subventionnée et vendus dans la région à des prix inférieurs aux coûts de production. À titre d'exemple, l'Afrique de l'Ouest importe une grande partie de sa consommation de blé depuis l'Europe, écoulé à bas prix sur le marché à côté des productions de céréales locales. Ainsi, un kilo de pain issu de produits importés est en moyenne 25 % moins cher que le kilo de couscous de manioc produit localement (8).

Cette concurrence déloyale freine considérablement le développement des filières locales qui sont pourtant un levier essentiel dans l'autonomisation de la région. Il en découle aussi une modification des habitudes de consommation des populations et une accoutumance grandissante aux produits importés. La chute de la consommation des denrées alimentaires locales déstabilise les économies agricoles et accentue la précarité dans laquelle se trouvent les exploitations familiales.

### Des accords commerciaux largement décriés

Loin d'accompagner la région dans sa recherche d'autonomie, l'UE négocie depuis 2003 un accord de partenariat économique avec la *Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)*, organisant la libéralisation des marchés ouest-africains. Bien qu'il soit présenté comme un instrument pour le développement, cet accord n'est toujours pas entré en vigueur, 10 ans après le début des négociations. En effet, celui-ci est largement décrié par de nombreux pays africains comme prédateur pour les filières ouest-africaines en ce qu'il vise à mettre en compétition une des régions où l'agriculture est la plus

4. 48 % des fèves sont importées par l'UE ("CESE, Le rôle de l'Union européenne dans la lutte contre la déforestation importée", 2020).

## SOL

*SOL, Alternatives Agroécologiques et Solidaires*, est une organisation qui, depuis 40 ans, a pour objectif de participer à la satisfaction des besoins essentiels des agricultrices paysannes et à la valorisation de leur rôle dans la société. L'association agit en France et à l'international pour la transition agricole et alimentaire.

◆ Contact : Association SOL Alternatives Agroécologiques et Solidaires, 20 rue de Rochechouart, 75 009 Paris, 01 42 82 07 51, [www.sol-asso.fr](http://www.sol-asso.fr), [contact@sol-asso.fr](mailto:contact@sol-asso.fr).

5. Le BASIC/Plate-Forme pour le commerce équitable, "La face cachée du chocolat", mai 2016.

6. Banque mondiale, "Au pays du cacao — Comment transformer la Côte d'Ivoire", juillet 2019.

7. Public Eye, "Pesticides interdits : l'hypocrisie toxique de l'Union européenne", septembre 2020.

8. Coordination SUD, "PAC : quelle cohérence avec le développement des agricultures paysannes du Sud", 2019. Pour la filière lait : selon la campagne "Mon lait est local" (2018), le lait en poudre européen est vendu 30 à 50 % moins cher que le lait produit localement.

subventionnée avec une des zones parmi les plus pauvres au monde (9).

En l'absence d'accord au niveau régional, l'UE a poursuivi les négociations avec le Ghana et la Côte d'Ivoire, pour aboutir à l'entrée en vigueur de deux accords. Une démarche peu soucieuse de la question de l'intégration régionale et des oppositions exprimées, qui met en place une superposition de régimes commerciaux dans la région et divise les États.

### Les politiques européennes, des freins à l'autonomie

Pour répondre aux enjeux climatiques, économiques et sécuritaires et à la croissance démographique dans la région, la CEDEAO a fait de la souveraineté alimentaire son premier objectif, à travers le développement des filières locales. Toutefois, le manque de financement des initiatives en ce sens et les prises de décision contradictoire comme l'application de faibles droits de douane sur les produits importés ne permettent pas de concrétiser ces ambitions. Celles-ci sont aussi directement concurrencées par des politiques et accords européens (comme la PAC, les propositions d'Accords de partenariat économique, etc.) qui mélangent enjeux de développement et recherches de débouchés économiques.

Ce manque de cohérence freine considérablement la recherche d'autonomie de la région ouest-africaine, qui malgré un fort potentiel agricole voit augmenter le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire, tout comme sa dépendance alimentaire vis-à-vis de l'extérieur.

### Sortir des rapports de domination Europe / Afrique de l'Ouest

Face à cette situation, il est plus que jamais nécessaire pour l'Afrique de l'Ouest et l'UE de faire évoluer leur modèle de coopération. Ceci passe par la mise en cohérence de leurs politiques commerciales, agricoles et alimentaires.

9. L'entrée en vigueur de l'accord représenterait aussi une perte de recette estimée à 28,4 milliards d'euros pour la région avec la suppression des droits de douane (Voir l'article de Jacques Berthelot, "L'extraversion croissante et suicidaire des échanges de l'Afrique", 2021).



Des membres de l'Association des villageois de Ndem en train de creuser les fondations des bassins de pisciculture au centre de la ferme-école de Nguiguiss Bamba, Mbacké Kador - dans le cadre du Projet Biofermes Sénégal phase I mené par SOL et l'Association des Villageois de Ndem (Sénégal, juillet 2018)



Amyd Ndiaye, animateur maraîchage de l'Association des villageois de Ndem, en train d'arroser un jeune plant de leucaena, arbre fertilisant planté sur la ferme de production agroforestière de Nguiguiss Bamba, Mbacké Kador.

Cette mise en cohérence requiert pour les deux partenaires d'agir à plusieurs niveaux.

Parmi les mesures à prendre, il serait urgent, pour commencer, de limiter les effets déstabilisateurs des exportations européennes sur les systèmes alimentaires, à travers un relèvement des barrières douanières sur les marchés agricoles et alimentaires ouest-africains, et la création d'une

taxe côté européen pour atténuer l'impact de ses exportations (10). ♦

10. Pour connaître les autres mesures préconisées par SOL, voir leur rapport "Afrique de l'Ouest - Union européenne : faire germer une coopération et des échanges agricoles équitables et durables" sur [www.sol-asso.fr](http://www.sol-asso.fr).

› Texte : **Alessia Ricci**, de la rédaction de *Presenza*

› Traduction de l'italien : **Evelyn Tischer**

# Agroécologie en Palestine : une histoire de résistance non-violente à Burin

**En Cisjordanie, le village de Burin subit les assauts et les destructions des colonies israéliennes illégales qui l'entourent. Cela n'empêche pas ses habitantes de mettre en place des pratiques d'agroécologie inspirantes, dans un esprit de résistance.**



Dans le cadre de son école d'agroécologie, la coopérative accueille des groupes de jeunes.

Cet article était programmé par *Silence* avant que 1 500 civil-es israélien-nes aient été tué-es par le Hamas le 7 octobre, puis que plus de 5 000 civil-es palestinien-nes de Gaza aient été tué-es par l'armée israélienne dans les semaines qui ont suivi. Ce numéro est bouclé alors que de terribles combats s'annoncent encore. Dans ce contexte d'atrocités et de spirale de la violence, les notes d'espoir et les graines de résistance non-violente nous semblent d'autant plus précieuses à mettre en avant.

"La terre, c'est la dignité et nous nous battons pour notre dignité", affirme Ghassan, 33 ans, diplômé en philologie anglaise, agriculteur par choix à Burin, à 12 kilomètres au sud de Naplouse, la plus grande zone agricole de la région et l'un des points névralgiques de la Cisjordanie. Le village de Burin est entouré de trois colonies israéliennes, parmi les plus

agressives des territoires occupés : Yitzhar, Bracha, Givat Ronen. Au total, 1 200 colons, des sionistes principalement d'origine étasunienne, perturbent la vie de 3 500 habitant-es, revendiquant la propriété des terres. Cela au mépris du droit international qui a sanctionné à plusieurs reprises l'illégalité des colonies israéliennes en Cisjordanie, et en dépit

de la Convention de Genève de 1949, signée par Israël, qui interdit à un État occupant de transférer des civils dans les territoires occupés.

Pourtant, depuis 2002, les colons attaquent en moyenne 3 à 4 fois par semaine les terres et les maisons palestiniennes dans cette région. Au milieu de la nuit ou pendant la journée, ils arrivent en groupes de 30 à 40 personnes, lancent des pierres, souvent des cocktails Molotov, brûlent des voitures, incendient des terres et des oliviers, la principale culture de cette région et de la Palestine. Ils coupent les arbres, empoisonnent la terre et les quelques ressources en eau laissées aux Palestinien-nes.

Aujourd'hui, les attentats ont un facteur aggravant : Israël accueille des milliers de réfugié-es ukrainien-nes de religion juive. Une politique controversée annoncée dès 2022 par l'*Organisation sioniste mondiale*, *Yishai Merling*, qui a présenté au moins 1 000 colonies dans les Territoires occupés prêtes à accueillir des juifs ukrainiens et à les intégrer à la vie des colons. À Burin, 500 sont arrivés, portant le nombre de colons de 1 200 à 1 700. Ghassan nous dit qu'ils reçoivent une véritable formation pour leur permettre de participer activement aux agressions perpétrées par les autres colons.

Lorsque nous rencontrons Ghassan, dans la seule semaine précédant l'interview, la première semaine

d'août 2023, 83 oliviers ont été brûlés. Depuis 2004, le nombre d'oliviers détruits s'élève à 16 000, selon le registre du district. Dans ce contexte, les gens vivent dans la peur. Mais la communauté agricole ne baisse pas les bras : "S'ils coupent un arbre, nous en replantons d'autres. Ils essaient de modifier la géographie de nos terres : nous ne pouvons pas le permettre. Nous devons nous lever tous les matins et nous battre pour notre dignité".

L'engagement de Ghassan à cet égard se concrétise également par une coopérative agricole : la *Land and farming cooperative association* (*Association coopérative terre et agriculture*), à laquelle participent 13 femmes et 2 hommes, dont lui en tant que président.

Les 15 personnes sont toutes diplômées de l'université. En effet, la Palestine est le pays arabe qui a le plus fort taux de diplômés universitaires : elle dispose d'énormes compétences face à des opportunités réduites.

Les membres, jeunes, disposent d'un peu plus d'un hectare et demi, de trois serres, et cultivent principalement des légumes. Un essai de viticulture n'a pas été poursuivi car cela revenait trop cher.

### Une coopérative agroécologique et sociale

La coopérative est innovante à plusieurs égards :

Ses membres travaillent avec du compost, ils et elles ont tourné le dos à l'industrie agrochimique, et ont créé un laboratoire pour étudier de nouvelles techniques, par exemple pour contrer le poison que les colons jettent sur la terre et les plantes. L'association a créé une école d'agroécologie, pour transmettre les compétences qu'elle a acquises.

Quinze pour cent des ventes sont reversés à la communauté de Burin. La coopérative soutient 15 familles en difficulté économique en leur donnant gratuitement les cultures nécessaires à leur subsistance.

Enfin, hommes et femmes travaillent ensemble, une synergie non envisagée par la culture locale.

Ghassan résume en disant que leur défi est triple :

- contre les assauts des colons,
- contre l'industrie agrochimique, israélienne, qui les menace

parce qu'ils n'achètent pas leurs produits,

- et contre les agricult-rices locales, pour qui la valeur écologique est difficilement compréhensible, écrasée par des années de logique chimique ainsi que par des dynamiques culturelles peu intersectionnelles.

Mais les fruits de ce travail arrivent et comme le dit Ghassan, "jusqu'à présent nous n'avons pas gagné d'argent mais nous avons transmis une idée et maintenant les agriculteurs viennent nous voir pour des conseils, ils veulent rejoindre la coopérative".

Face à ce sourire, à cette énergie extraordinaire pour la dignité de tou-tes les Palestinien-nes, les difficultés restent très grandes.

Burin se trouve dans la zone C pour 90 % du territoire, donc sous contrôle militaire et civil israélien selon les accords d'Oslo, ce qui rend l'accès aux terres occupées par Israël presque impossible. L'eau pour l'irrigation coûte ici cinq fois le prix payé par les agricult-rices israélien-nes. L'accès à l'eau est limité dans toute la Palestine. Les sources sont annexées arbitrairement par les colons. Sur les sept que compte Burin, par exemple, cinq sont contrôlées par les colons et inaccessibles à la population locale. Les marchés palestiniens de fruits et légumes sont inondés de produits israéliens, et le soutien du gouvernement israélien ne profite qu'aux agriculteurs et agricultrices israélien-nes. C'est un combat inégal sur tous les fronts, c'est pourquoi l'association coopérative agro-écologique *Land and farming* lance un appel au soutien international pour l'acquisition de compétences agro-écologiques, pour l'échange de bonnes pratiques, ou pour soutenir des projets visant à la réalisation de périmètre foncier, de système d'irrigation, de compost. ♦



### ➔ Pour aller plus loin :

- ♦ *Land and farming cooperative association* : exceptionnellement, nous indiquons la page facebook de l'association, car ce sont les seules coordonnées dont nous disposons : [www.facebook.com/BurinFarm](https://www.facebook.com/BurinFarm)

➔ Cet article est issu de *Pressenza*, agence de presse internationale alternative dédiée aux informations concernant la paix et la non-violence, partenaire de *Silence*, [www.pressenza.com](http://www.pressenza.com).



**pressenza**  
INTERNATIONAL PRESS AGENCY

› Texte & photos : **Maële Hissette**

# Le Jardin : un centre de soin qui mêle santé et écologie

À Bron, près de Lyon, un *Centre de santé planétaire et communautaire* a ouvert ses portes en novembre 2022. Derrière cette appellation se dévoile une équipe médicale qui propose une approche du soin plus globale, plus accessible et plus écologique.



Atelier collectif

À 9h la salle d'attente commence à se remplir, le téléphone sonne et les assistantes médicales accueillent les personnes qui franchissent le pas de la porte. *Le Jardin*, centre de soin planétaire et communautaire de Bron, ville de l'Est lyonnais, s'éveille. Loin du froid cabinet médical, une atmosphère pleine de vie se dégage de cette grande pièce lumineuse.

## Un centre de santé planétaire et communautaire

Ce centre de soin associatif est unique en son genre. Il est le premier

en France à se revendiquer à la fois de la santé planétaire et de la santé communautaire. D'autres l'ont précédé pour ce qui est de la santé communautaire. À Vaulx-en-Verin et Echirolles par exemple, des espaces de soin se sont créés avec la volonté d'aller vers les habitant-es et de leur donner une place centrale. Mais la prise en compte des conséquences du changement climatique sur la santé humaine et le développement de l'écologie dans les pratiques médicales sont des démarches précurseuses. Depuis son ouverture, en

## Fiche d'identité

**Localisation :** Bron, 44 100 habitantes, métropole de Lyon

**Création :** 2022

**Statut :** association

**Personnel :** 12 salarié-es

**Capacité d'accueil :** en moyenne 35 consultations par jour

novembre 2022, *Le Jardin* a déjà vu passer plus de 1 500 patient-es et pris en charge 600 personnes en tant que médecin traitant. 12 personnes travaillent dans ce centre qui réalise en moyenne 35 consultations par jour.

Avec ses deux salles d'activités collectives, ses nombreux cabinets médicaux et son jardin, le centre communautaire et planétaire dispose de vastes locaux accueillants et aménageables. Tout est fait pour que les patient-es s'y sentent bien. Les fresques murales végétales par exemple : il y en a une dans chaque salle de consultation. "Quand tu es patient et que tu regardes une fresque, cela te détend. Tu ressens moins la douleur. C'est aussi une partie intégrante du soin de ramener de la nature dans nos espaces", explique Océane Cornic, coordinatrice administrative et financière. Lors de la visite du centre, un détail attire mon attention : tout le monde s'appelle par son prénom, que ce soit le personnel médical ou les patient-es. Cette habitude s'inscrit

dans la déconstruction d'un modèle de médecine patriarcale, dans lequel les médecins ont une supériorité hiérarchique envers les patient·es.

### Approche globale et positive de la santé

C'est une révolution médicale en douceur que propose *Le Jardin*. Là-bas, la santé est prise en compte dans sa globalité. Les médecins proposent des consultations plus longues, qui peuvent aller jusqu'à 30 minutes pour les personnes suivies en médecin traitant. "Cela permet de prendre en compte l'ensemble des déterminants de la santé - l'environnement, la santé mentale, le travail - et ne pas se focaliser seulement sur la plainte somatique [ndlr : qui concerne le corps]" décrit Océane. Un autre exemple : la santé planétaire a pour vertu de ne pas séparer maladie somatique et maladie psychique. Pour Swan, stagiaire en licence de psychologie, "la solastalgie (1) et l'éco-anxiété sont des douleurs émotionnelles qui font aussi partie de l'état de santé". Un autre élément, qui tient à cœur aux personnels du centre, est l'utilisation des termes "usager" et "usagère" pour parler de leur patient·e. Cette appellation a l'intérêt de ne pas réduire les individus à leur maladie. De plus, "ça intègre ceux qui ne sont pas forcément malades, mais qui se posent des questions sur leur santé et qui viennent parler biodiversité", explique Vanina Arigault, médecin généraliste.

### Participation de la population

La participation de la population à l'amélioration de sa propre santé est un axe central du centre de santé de Bron. Dans l'approche communautaire, les habitant·es sont au cœur du processus de réflexion qui va définir les besoins, les priorités, et les activités proposées. Les ateliers, gratuits et ouverts à tou·tes, sont donc le résultat d'une co-construction entre l'équipe médicale et les usag·ères. "Une collégienne en stage de troisième a animé un atelier hip-hop il y a

1. Solastalgie : forme de douleur liée à la perte irrémédiable de l'environnement et à l'idée que les générations futures ne pourront pas connaître toute une partie des écosystèmes et de la biodiversité actuelles.

## Des efforts pour moins gaspiller

Entre les peintures biosourcées, les robinets avec détecteurs et le remplacement des néons par des leds, une certaine attention a été apportée aux exigences environnementales des locaux. Mais au-delà de l'aspect écologique des infrastructures, il y a une réelle transformation dans les pratiques.

"A l'hôpital, c'est monstrueux le nombre de déchets. Tout est à usage unique", déclare Vanina Arigault, médecin généraliste. A Bron au contraire, iels essaient de fonctionner au maximum en zéro déchet. Par exemple, les spéculums d'oreilles ou les abaisse-langues sont désinfectés entre deux patient·es, et non pas jetés. Une salle de stérilisation a été aménagée pour bénéficier de ce matériel réutilisable. Les draps d'examen ont quasiment disparu des cabinets de consultations et d'après Vanina, "ça se passe très bien ! Les seuls que ça choque, ce sont les professionnels de santé. Les patients ne le remarquent même pas".



Vanina Arigault, médecin généraliste, dans sa salle de consultation.

quelques mois !" m'annonce Océane en pointant une affiche du doigt. Les compétences de chacun·es sont des ressources et sont valorisées dans une volonté de partager les savoirs.

Il est 10h30 et onze femmes entre 25 et 70 ans sont assises en cercle pour le premier atelier du cycle "Femmes et douleurs". Elles racontent, à tour de rôle, leurs souffrances, petites et grandes, physiques ou psychiques, récentes ou lointaines. "Au début, je suis surtout venue pour parler de mes douleurs de règles mais j'ai trouvé beaucoup plus que ça. Je ne savais pas que j'allais m'ouvrir autant, parler de ma vie m'a fait du bien". Comme d'autres, Niaraley, jeune femme d'une vingtaine d'années, souhaite revenir la semaine prochaine. Le fait d'être en groupe, de partager son expérience et de s'échanger des conseils est un moyen d'apprendre à connaître sa

santé et à en prendre soin. En parallèle, de véritables efforts sont faits pour que les habitant·es intègrent le centre dans leur quotidien et prennent l'habitude de venir : la régularité des ateliers, la présence d'un jardin, la possibilité de participer aux réunions du conseil d'administration, etc.

### "Aller-vers" les quartiers populaires

"Le rôle d'un centre de santé communautaire c'est de dire que les 'droits santé' existent pour tous ceux qui se trouvent sur le territoire français". C'est dans cette lutte contre les inégalités sociales de santé que s'ancre la fonction de Clémence Tardy. Médiatrice en santé, elle tente de ramener les personnes les plus précaires et les plus isolées vers le soin, quelle que soit leur situation administrative. Pour



Océane Cornic, dans le jardin du centre de soin.



La salle d'attente du Jardin.

cela, elle accompagne les usag·ères dans leur parcours de soin, dans l'ouverture de leurs droits santé (2) et dans la prise de rendez-vous avec les spécialistes. Rendre les démarches accessibles pour toutes et tous, notamment pour des populations migrantes et sans-papiers, mises en difficulté par la barrière de la langue ou la complexité des dispositifs administratifs, est une priorité.

A mi-distance entre deux quartiers prioritaires de la ville de Bron : Terrillon et Parilly, le centre de soin

s'inscrit dans une démarche d'aller-vers. Le principe est de rencontrer les personnes exclues du système de santé en faisant soi-même l'effort de se déplacer. Participer aux fêtes de quartier, rencontrer des centres sociaux et des associations permet donc à Clémence d'échanger avec les personnes concernées sans attendre qu'elles en fassent la demande.

Mais l'emplacement du Jardin, en centre ville de Bron, dans un quartier favorisé, reste un défi. Spontanément, ce sont les habitant·es les plus proches qui sont les premières à s'investir dedans. L'enjeu est de toucher les personnes les plus vulnérables, même si, Clémence le rappelle, *"une personne habitant en plein centre-ville peut être aussi extrêmement isolée."*

2. L'ouverture des droits santé leur permet de s'inscrire dans le droit commun et de bénéficier de protection médicale comme la Protection Universelle Maladie (PUMA), l'Aide Médicale de l'Etat (AME) ou la Complémentaire Santé Solidaire (CSS).

## **"Moins prescrire, mieux prescrire"**

Le secteur de la santé représente près de 8 % des émissions de gaz à effet de serre de la France (3). Les pratiques médicales doivent être repensées, d'autant plus dans un contexte où le dérèglement climatique impacte et impactera, de plus en plus, la santé des populations. C'est pourquoi *Le Jardin* se revendique de la santé planétaire, *"un domaine médical, centré sur la caractérisation des liens entre les modifications des écosystèmes dues aux activités humaines et leurs conséquences sur la santé"* (4).

La décroissance passe aussi par un changement de paradigme dans les prescriptions. La consommation de médicaments est réduite avec la volonté de laisser plus de place à la nature : *"pour les rhumes, les recettes de grand-mère marchent très bien. Pas besoin de pschitt dans le nez, ni de bonbons pour la gorge, prenez des bonbons au miel, c'est pareil !"*, affirme Vanina. Derrière cette remise en question des façons de faire, l'équipe médicale revendique son indépendance face aux laboratoires pharmaceutiques. En parallèle, des balades dans le quartier sont également au programme et permettent aux usag·ères de découvrir les espaces verts des alentours, de se remettre à la marche et de se ressourcer. Le principe est le suivant : *"moins prescrire, mieux prescrire"*. ♦

3. *Décarboner la santé pour soigner durablement* : édition 2023 du rapport du Shift Project

4. Groupe de travail *"Santé planétaire"*, Collège de Médecine Générale, avril 2021

## ➔ Contact :

- ♦ Le Centre de santé planétaire et communautaire *Le Jardin*, 4 rue Edgar Quinet, 69 500 Bron, 04 78 41 26 44, [www.ubiclic.com/medecine-generale/bron/le-jardin](http://www.ubiclic.com/medecine-generale/bron/le-jardin).

## ➔ Pour aller plus loin :

- ♦ Le dossier *"Le soin, c'est communautaire !"*, *Silence* n°485, janvier 2020.
- ♦ L'article *"Crest : indispensable : le Dispensaire"*, *Silence*, n°398, février 2012.

› Texte : **Marjorie Écochard**

› Photos : **Clara Drevet**

# Agro-industrie : l'exploitation des travailleuses invisibles

Alors que la population paysanne disparaît en France, des milliers de personnes étrangères sont exploitées par l'agro-industrie, sans droit et parfois même sans accès à l'eau. Le *Collectif de défense des travailleurs et travailleuses étrangères dans l'agriculture (CODETRAS)* se bat à leur côté pour défendre leur dignité.

Sur le plateau du Larzac, au festival "Les Résistantes", en août 2023, Silence a rencontré trois militant-es du *Collectif de défense des travailleurs et travailleuses étrangères dans l'agriculture* réunies pour la table-ronde "contre l'exploitation des travailleurs et travailleuses étrangères dans l'agriculture", aux côtés de membres de l'association A4 (1) et de la *Confédération Paysanne*... Ce collectif constitue un groupe de soutien et de veille sur les conditions de travail de ces ouvri-ères invisibles.

L'embauche de saisonnières étrangères s'est accentuée ces vingt dernières années avec l'expansion des très grosses exploitations et la généralisation de méthodes peu scrupuleuses, au mépris et au détriment des salarié-es. Un cas emblématique peut nous alerter : Elio Maldonado, un ouvrier agricole de 32 ans d'origine équatorienne, est mort de déshydratation à Maillane, dans les Bouches-du-Rhône, le 7 juillet 2011. Il se serait vu refuser l'accès à l'eau potable pendant tout un après-midi de canicule, ce qui a été établi lors du procès comme une pratique fréquente au sein de la société *Terra fecundis* qui l'employait.

Devant le tribunal judiciaire de Marseille en 2021, le Procureur de la



Awa, travailleuse agricole détachée par GSL Entreprises de Travail Temporaire SL, Lemon Hôtel, Tarascon, 20 juillet 2021. "C'est un système d'emploi jetable. On te prend, on te jette" (Y, travailleuse détachée Entreprises de Travail Temporaire-TF, 25 juillet 2020).

République dénonce l'intentionnalité des délits commis, qui s'illustre "par la manière dont les gens sont traités et hébergés : on considère que ce sont des biens meubles, ils sont en-dessous des animaux". La société *Terra fecundis* est dissoute, mais réapparaît quelques mois plus tard sous le nouveau nom de *Work for all*. Le procès ne permet pas pour autant de remettre en cause les pratiques du propriétaire terrien qui embauche chaque été des

centaines de travailleur-ses détachés sur ses 3 000 hectares d'exploitation.

## Lutter contre l'injustice et les discriminations

Pour les travailleur-ses sous contrat espagnol, l'embauche en contrat *fijo discontinuo* (2) est source

1. Voir "Des papiers... et des terres pour s'installer", *Silence*, n° 525, octobre 2023.

2. Le contrat *fijo discontinuo* est à durée indéterminée. Conçu pour des activités productives saisonnières, sa particularité est que l'activité professionnelle est exercée de manière permanente, mais intermittente.

## 2 statuts des travailleuses étrangères dans l'agriculture

En France, les saisonnier·es étranger·es sont recruté·es sous deux statuts : soit par l'*Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)* (1) qui est représenté dans les pays d'origine, soit par des prestataires (entreprises de travail temporaires et intérimaires) qui mettent à disposition des travailleur·ses détaché·es dans d'autres États européens depuis les années 2000.

### Les contrats OFII

Concernant le premier statut, la France a signé des accords avec le Maroc et la Tunisie en 1963 afin que des "mains-d'œuvre saisonnières" soient facilement employées sur les exploitations françaises. Les travailleurs maghrébins ont ainsi été introduits avec des contrats de l'*Office Français des Migrations* (devenu l'*OFII*) valables 6 mois, pouvant être prolongés à titre exceptionnel jusqu'à 8 mois. Ces contrats sont accordés par la préfecture si *Pôle emploi* atteste ne pouvoir répondre aux besoins de main d'œuvre saisonnière sur le territoire.

### Le travail détaché

En principe, depuis les années 2000, n'importe quel ressortissant européen peut prétendre à un emploi dans un autre pays d'Europe. Des entreprises de placement jouent souvent le rôle d'intermédiaires, pratiquant, pour certaines, une véritable traite humaine. Dans le viseur de la justice, *Safor Temporis*, *Laboral terra* et *Terra fecundis* : ces sociétés espagnoles placent, sous contrat de droit espagnol, des travailleur·ses d'Amérique du Sud et d'Afrique subsaharienne dans d'autres pays d'Europe, sans réel contrôle de la part de l'État.

En 2020-21, on comptait dans le secteur de l'alimentation une main-d'œuvre abondante de personnes détachées : 270 000 personnes en France (2). Durant la pandémie, le lobbying entrepreneurial et syndical a conduit les autorités européennes à décréter le caractère essentiel de la mission de ces travailleur·ses étranger·es afin qu'ils franchissent les frontières fermées en mars 2020.

1. Successivement *ONI* (1945), *OMI*, *ANAEM* (2005), *OFII*.

2. Italie (350 000 personnes), Allemagne (300 000 personnes), France (270 000 personnes), Pays-Bas (170 000 personnes), Espagne (150 000 personnes), Belgique (80 000 personnes), Grèce (50 000 personnes), Suisse (33 000 personnes)

aux condamnations prononcées et de ne pas verser les sommes dues aux salarié·es lésé·es au motif d'insolvabilité.

Sensibiliser la population et les élu·es sur les conditions d'hébergement et de travail des saisonniè·res est essentiel. Le *CODETRAS* a reconstitué 1 100 carrières de travailleurs maghrébins introduits par l'*OFII* et rédigé un mémorandum détaillant les zones de non-droit dans l'agriculture. En décembre 2008, la *Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité (HALDE)* a conclu au caractère discriminatoire des restrictions qu'imposent le statut de saisonnier sous contrat *OFII*.

### Un droit à la régularisation pour les contrats OFII abusifs

En pratique, dans les années 2000, les contrats *OFII* couvraient pour la plupart une période de 8 mois, l'administration accordant volontiers les prolongations demandées, sans réellement contrôler les activités, ni vérifier les démarches effectuées auprès de *Pôle Emploi*. Les ouvriè·res agricoles, payé·es souvent au rabais, se retrouvaient à faire des tâches diverses, échangé·es entre exploitants qui profitaient ainsi d'une main-d'œuvre à bas coût et peu vindicative, car la menace de voir leur contrat non renouvelé l'année suivante faisait taire les réclamations et les revendications.

Le *CODETRAS* a accompagné et déposé 150 dossiers au tribunal administratif de Marseille, qui a reconnu le droit à la régularisation. La plupart faisaient état d'une vingtaine d'années de travail en France, sous le statut abusif de "travailleur saisonnier" où se cachait en fait une présence annuelle quasi permanente. L'effet boule de neige n'a pas tardé. Le *CODETRAS* a déposé 650 dossiers de plainte, jusqu'à ce que les dérogations de plus de 6 mois d'embauche saisonnière soient refusées par l'administration. En 2008, la *HALDE* a finalement reconnu que les travailleur·ses saisonniè·res réguliè·res sont légitimes à prétendre à un titre de séjour français, en raison de leur présence prolongée sur le territoire.

Cependant, les manquements divers concernant les conditions de travail restent un motif de constante

de vulnérabilité car l'accès au travail peut cesser immédiatement sans préavis. En cas de protestation, les récalcitrant·es se voient mis de côté et risquent de perdre leur moyen de subsistance. Les travailleur·ses détaché·es sont tenu·es de travailler au moins 3 mois, sous peine de devoir "rembourser" leurs frais de transport aux agences qui les recrutent. La barrière de la langue, l'isolement géographique de ces personnes parfois parquées dans de grands hangars en pleine campagne, et le contrôle omniprésent des contre-maîtres, rendent toute plainte et tous recours auprès de la justice très difficile. Souvent peu informé·es sur leurs droits et éloigné·es du pays où iels pourraient les faire valoir (l'Espagne), ces employé·es

sont corvéables à merci et n'ont pas même accès à une couverture médicale en France. La *MSA (Mutualité Sociale Agricole)* ne couvre que les travailleurs sous contrat *OFII*.

Le *CODETRAS* (3) accompagne et documente les démarches juridiques. Il est essentiel de décrire les situations rencontrées, de récolter des témoignages et d'établir des preuves. De nombreux procès ont été gagnés ces dernières années, même si, bien souvent, les plaintes n'arrivent pas à terme car les entreprises se mettent en redressement ou liquidation judiciaire. Cela leur permet d'échapper

3. Comme le *Forum civique européen*, la *Confédération Paysanne*, le syndicat *FGA-CFDT*, le réseau *Droit Paysan*, le *MRAP*, la *Ligue des droits de l'Homme*, etc.

vigilance pour le collectif : gestion au rendement, management brutal, usage non protégé des produits phytosanitaires, heures supplémentaires non rémunérées et abusives, fourniture de logements indignes.

### Une permanence juridique pour informer et soutenir

Depuis début 2022, le collectif *Derechos Sin Fronteras*, formé par des membres du *CODETRAS* et de l'association *Latinos Sin Fronteras* (4), tient une permanence à Beaucaire dans le Gard pour informer les travailleur·ses sur leurs droits. Mais les difficultés de mobilité et la surveillance exercée sur les personnes concernées freinent sérieusement son activité. Les travailleur·ses détaché·es sortent peu des exploitations agricoles et sont constamment placés sous le contrôle des contremaîtres espagnols et français. Quant aux ressources financières, le statut d'association devrait permettre de récolter des fonds pour le fonctionnement de la permanence, voire de créer une cellule d'information itinérante et une ligne téléphonique d'assistance.

Quelques avancées légales donnent le droit d'espérer. Depuis 2016, dans le code pénal français, un 21<sup>e</sup> critère de discrimination est reconnu, posant l'interdiction de discriminer une personne en fonction "de la particulière vulnérabilité résultant de sa situation économique, apparente ou connue." Il reste à faire reconnaître ce droit à travers le dédale des longues et tortueuses procédures judiciaires. Cette année, en 2023, l'Europe a agi (symboliquement ?) en faveur du respect des droits des travailleur·ses en conditionnant l'attribution des aides de la *Politique Agricole Commune* au respect des règles minimales en matière de conditions de travail, de sécurité et de santé. Au vu du peu de contrôle exercé en France par l'Inspection du travail, on peut douter toutefois de l'efficacité de cette mesure.

Dans tous les cas, le travail détaché organisé par des prestataires n'est pas remis en cause. Une convention récente signée entre l'*OFII* et l'établissement public marocain chargé de l'emploi (*Anapec*) facilite le recours

4. Une association de travailleur·ses équatorien·nes dispensant des cours de français.



*Paysages de l'agriculture industrielle, aux abords de Saint-Martin-de-Crau, Saint-Gilles, dans les Bouches-du-Rhône, hiver 2021.*



*Paysages de l'agriculture industrielle, aux abords de Saint-Martin-de-Crau, Saint-Gilles, dans les Bouches-du-Rhône, hiver 2021.*

aux travailleur·ses marocain·es (et tunisien·es) dans l'agriculture qui est un secteur en tension : 15 700 saisonnières du Maroc ont travaillé en France en 2022 contre 6 300 en 2018. ♦

#### ➔ Contact :

- ♦ *CODETRAS* : [www.codetras.org](http://www.codetras.org), [codetras@espace.asso.fr](mailto:codetras@espace.asso.fr).

#### ➔ Pour aller plus loin :

- ♦ Podcast "Travailleurs détachés, les dessous d'une exploitation", par Tifenn Hermelin et Hélène Servel, disponible sur le site [blast-info.fr](http://blast-info.fr).
- ♦ "Immigrés nécessaires mais peu désirés", *Silence* n° 344, mars 2007.
- ♦ Notre article "Le droit, pour toutes et tous, d'arriver quelque part", p. 14.

› Texte : **Francis Vergier**

# Transports : pas de baisse de CO<sub>2</sub> à l'horizon

Emmanuel Macron a annoncé le 25 septembre 2023 un plan énergétique qui prévoit de réduire de 33,8 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (quand il ne sera plus en fonction !) par rapport à 2022. Certaines mesures annoncées, comme l'isolation des logements, sont déjà en place et ne sont que légèrement amplifiées. D'autres sont irréalistes, comme c'est le cas pour les transports.

En France, les transports représentent 28,7 % des émissions de gaz à effet de serre. Si l'on regarde les émissions des voitures individuelles, on constate que la seule baisse significative de ces dernières années date de 2020, du fait des confinements et des limitations de déplacement. Mais même cette année-là, la baisse reste faible (58 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> émises) et en 2022, les émissions sont remontées au niveau de 1990 (64 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>).

## Tout pour la voiture

Alors, que prévoit le plan gouvernemental ? Le recours à la voiture électrique, visant 15 % du parc électrique en 2030... alors que l'on en est à 1 % aujourd'hui avec essentiellement des véhicules d'entreprise. Emmanuel Macron parle bien de renforcer les avantages fiscaux... mais ils existent déjà ! Et malgré une prime conséquente, peu de voitures électriques sont achetées. Il souhaite des "véhicules légers et propres". Ce n'est pas la tendance, le poids moyen des voitures augmente de 20 kg par an... principalement du fait du poids des batteries dans les voitures électriques (200 kg dans la Zoé, la plus petite du marché) (1).

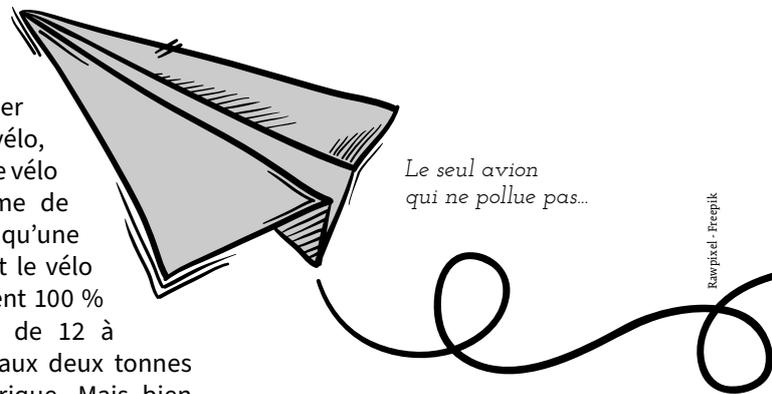
1. Par ailleurs, du fait de leur poids et de l'usage de matériaux composites complexes, plusieurs études sur les voitures électriques concluent que sur l'ensemble du cycle de vie, certaines sont plus polluantes que les voitures thermiques.

## Et le vélo ?

Pourtant il existe bien un véhicule "léger et sobre" : c'est le vélo, électrique ou non. Le vélo électrique consomme de 80 à 100 fois moins qu'une voiture électrique et le vélo classique évidemment 100 % moins ! Ils pèsent de 12 à 25 kg, à comparer aux deux tonnes d'une voiture électrique. Mais bien sûr, Emmanuel Macron ne parle pas des vélos.

## Du côté de l'aviation

Alors peut-être va-t-on faire des économies du côté des avions ? Malgré la modernisation des appareils, la hausse des émissions a été continue jusqu'en 2019 (24 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>), la chute a été très importante en 2020 (16 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>), mais malheureusement, le nombre de vols est remonté au niveau d'avant-Covid dès l'été 2023. Le remplacement de la flotte par des avions moins gourmands permettra au mieux de stabiliser les émissions. Quant à l'usage de nouveaux carburants à base de biomasse, ils ne représentent actuellement que 1 % des usages et coûtent 3 à 4 fois plus cher que le kérosène. Ces agrocarburants, utilisés comme arguments magiques pour verdir l'image du transport aérien, sont par ailleurs très problématiques, de par la concurrence qu'ils entraînent avec les terres agricoles notamment.



Quand bien même les avions en seraient moins gourmands, le carburant ne représente qu'un tiers de leur contribution au réchauffement, le reste provenant des rejets d'ozone ou d'oxyde d'azote dans l'air.

Pour que ces carburants restent de "deuxième génération", c'est-à-dire qu'ils proviennent d'huiles de recyclages et non de cultures, il faudrait considérablement baisser le trafic aérien, ce qui n'est que timidement envisagé (en augmentant les taxes sur les billets).

La liberté de circuler vite et loin sera toujours la liberté de polluer. Faute d'oser une politique des transports plus lente, plus légère et moins loin, il n'y aura pas de solution miracle ! ♦

## ➔ Sources :

- ♦ *Petit traité d'écobilité*, Alexis Fraisse, éd. Charles Léopold Mayer, 2023.
- ♦ Communiqué de presse du Réseau-Action-Climat, 25 septembre 2023.

## Merci

Un grand merci pour cette agréable revue rafraîchissante pour l'esprit et le moral avec des infos positives mais aussi moins encourageantes parfois, mais ô combien nécessaires pour ne pas vivre idiot et savoir dans quel monde on vit ! (...)  
Souvenons nous que :  
*"Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer"*.

**Marc Debroux**

Belgique

## Au-delà des larmes

Moi, petite-fille de rabbin déporté  
J'invoque la réconciliation entre nos frères sémites  
Alef, alif, nous parlons le même alphabet  
Nous sommes tous des Palestiniens souffrants, nous sommes tous des Israéliens souffrants  
Moi, petite-fille de rabbin déporté  
Je demande que s'abrège la malédiction  
Qu'avant la septième génération  
Cessent de nous poursuivre les Erynies, déesses de la vengeance  
Moi, fille de la troisième génération  
J'invoque les Euménides  
Je demande pardon pour les victimes innocentes  
Je demande que les nouvelles victimes ne paient pas les crimes des anciens bourreaux  
Moi qui depuis dix ans n'ai pas revu mon propre frère parti à la rencontre de notre passé  
parti vivre dans cette Jérusalem du Nord que l'on nomme Anvers  
Sermonner les autres si on n'est pas en paix avec les siens, à quoi bon  
J'invoque la réconciliation avec nos propres parts d'ombres  
J'invoque la réconciliation entre frères ennemis  
Moi, petite-fille de rabbin déporté  
Qui lui-même a engendré une génération d'athées fervents  
Moi j'ai foi

en nos frères humains

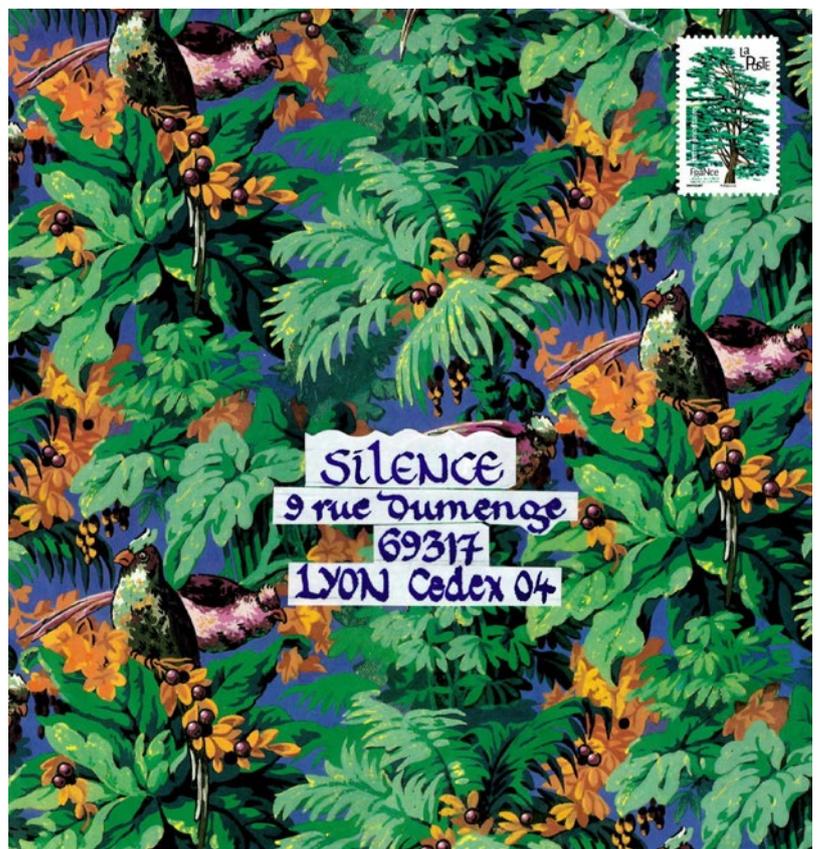
**Lara Erlbaum**

## Écologie anticapitaliste

J'apprécie votre positionnement clair sur des sujets qui relèvent de l'écologie de façade. Vous avez notamment relayé les propos d'une femme politique écolo sur le fait que l'écologie ne peut pas être capitaliste. Je partage ce point de vue. J'aimerais trouver davantage d'éclairages et de réflexions sur ce que cela induit en matière de construction sociétale et politique. Il me semble trouver de plus en plus d'articles dans ce sens : vous pouvez continuer ! Cela enrichit nos perspectives et nos capacités à faire émerger des alternatives réellement transformatrices.  
Et pour finir ! Introduire davantage de poésie, d'imaginaire, de spiritualité, de philosophie, ... car ce sont bien nos croyances qui façonnent ce que nous mettons en œuvre dans le monde.  
Merci pour votre engagement dans ce que vous faites au sein de *Silence*. C'est précieux !  
*"Dans un temps de tromperie, dire la vérité est un acte révolutionnaire."*

**Isabelle**

# ART POSTAL



Hélène Peronne, Paris

## Économie d'eau et pesticides

En 1981 lorsque nous avons fait construire notre maison, mon mari (plombier) avait installé une cuve enterrée (genre fosse septique) à chaque descente de chéneaux. Sur l'une, il avait mis une pompe à main du style de celle qu'on trouvait en ville, et sur l'autre une pompe électrique. Je ne me souviens pas que sur notre terrain de 2 000 m<sup>2</sup> nous ayons utilisé l'eau de la ville pour arroser. Aujourd'hui en appartement, j'utilise l'eau de lavage des légumes mais aussi l'eau de la douche (il suffit d'une bassine dans le bac à douche ! ... et en plus les pieds trempent bien) pour mes plantes de la terrasse ou en guise de chasse d'eau.

Il m'arrive aussi de faire de l'eau chaude dans une casserole (casserole noire pour les moules...) sur ma terrasse. Ça peut monter à plus de 50°C car la terrasse est couverte de dalles qui retiennent la chaleur (immeuble soi-disant aux nouvelles normes !!!).

Quand nous avons fait le choix de la campagne pour élever nos deux enfants, plutôt que rester à Roussillon à proximité des usines chimiques, nous ignorions l'usage des produits phyto et leur dangerosité. Depuis, mon mari est décédé de la maladie de Charcot à 68 ans, ma fille a eu un cancer du sein à 43 ans et je souffre actuellement d'une leucémie aiguë. Y-a-il une relation de cause à effet ?! Je l'ignore et personne ne peut (ou veut) me répondre.

**Nicole Heredia**

Drôme

## Intelligence artificielle

Elle progresse. De plus en plus. Bientôt capable d'auto-conception, elle dépassera les facultés humaines et créera des œuvres d'art plus raffinées que celles des humains qui, de plus en plus, se machinisent. Tout devient chiffrable, logique, utile à la cohésion sociale. La sensibilité apparaît comme une faiblesse, la fantaisie comme une loufoquerie, l'originalité comme un égo surdimensionné, l'amour comme le reste d'animalité d'un mental mal désincarné. Le progrès s'avance vers la société imaginée par George Orwell dans 1984. Il ne restera, comme valeur individuelle, que le paraître et le grade sur l'échelle hiérarchique. Les guerres resteront utiles pour entretenir la peur empêchant de réfléchir et pour le commerce lucratif des armes.

Une petite voix, dans le cœur, murmure : "et moi ! Et moi...".

L'homme fort, bien machinisé, se bouche les oreilles,

## Vélos

J'adhère à votre cause car trop de gens ne savent pas et ne veulent pas se passer de leur voiture, même quand ils en ont la possibilité. Beaucoup roulent trop vite même s'ils ne sont pas pressés.

NB : Je possède une berline que je n'utilise qu'un cas de nécessité. En dehors de cela mon véhicule de déplacement, c'est le vélo dont je suis un incondtionnel quelles que soient la météo et la saison. Ma date de naissance : 1950. Je partage bien vos convictions en ce qui concerne tous ces projets inutiles et terriblement destructeurs. Est-ce que nous serons entendus ? Rêvons...

**François Chevènement**

Doubs

J'ai lu ton article sur le Tour de France et ses vélos ringards (*Silence* n° 523, p. 34, "Le Tour de France des ringards"). Et j'aimerais te faire part d'un tout autre point de vue. Je vis sans voiture dans une vallée du Massif Vosgien. Je possède un de ces vélos archaïques à la Richard Virenque ou Louison Bobet. Si ces vélos n'ont presque pas évolué depuis plus d'un siècle, c'est tout simplement parce qu'ils sont parfaits ! J'ai acheté le mien 400 euros. Pas donné pour un biclou d'occasion. C'est le prix à payer pour grimper aisément le col, puis faire mon marché, aller au ciné ou prendre le train dans la vallée voisine. Ça pèse moins de 8 kg, supporte deux sacoches et je l'emmène dans le TER sans trop de problèmes, de jour comme de nuit. Pas sûr que les vélos couchés et les machines solaires soient aussi polyvalentes ! Il est aussi rapide qu'un vélo électrique, sauf qu'il est tellement ringard que personne ne veut le voler !

**Christian Mazeau**

Haut-Rhin

construit des remparts pour emprisonner le cœur. Mais, un jour, le murmure suintera à travers béton et blindages. Il se montrera aux bons robots qui suivent les consignes transmises par des trucs à écran. Croyant découvrir un fantôme terrifiant, ils comprendront qu'ils ne sont plus qu'une mécanique dirigée par des apprentis sorciers qui ne contrôlent plus leur intervention dans la Silicon Valley. Fuir à tout prix et courir vers un mur contre lequel ils se fracasseront. Alors, les attardés ayant résisté à la mécanisation, tels des ferments, réveilleront la vie hors de la décharge où s'entasseront les débris de l'intelligence artificielle. L'humanité renaîtra.

**Michel Marko**

Lot-et-Garonne

*Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net). Soyez concis : pas de textes de plus de 3000 signes. Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction.*

## Essais

■ **Reliance. Manuel de transition intérieure**, Michel Maxime Egger, Tyllie Grosjean, Elie Wattelet, trad. Lucie Modde, éd. Actes Sud, 2023, 480 p., 23 €. Pour affronter les défis écologiques contemporains en profondeur, les autrices invitent à renouer avec l'imaginaire, à dépasser les dualismes et à s'ouvrir à la spiritualité. Le livre aborde la question des freins à la transition intérieure (nos dépendances, nos manques, etc.), des deuils, des rituels, de comment "trouver sa place dans un monde abîmé". Il invite à une culture du soin, et propose des exercices pratiques pour passer d'une approche purement intellectuelle à une approche qui vient aussi du cœur et du corps. Il ne se contente pas d'une approche théorique mais donne beaucoup de ressources pratiques individuelles et collectives.

■ **Réinventer le mutualisme**, Christian Oyarbide, éd. Les petits matins, 2023, 140 p., 14 €. Le mutualisme est l'une des formes majeures de l'économie sociale et solidaire, basé sur la solidarité entre les membres. Mais le mouvement ronronne aujourd'hui, il s'est parfois bien affadi. L'auteur part "à la recherche des valeurs perdues" et cherche comment revitaliser ce mouvement.

■ **Le monde selon Orwell. Avez-vous bien lu 1984 ?**, Stéphane Encel, éd. Cerf, 2023, 192 p., 19 €. Big Brother, novlangue, les références au roman 1984 sont passées dans le domaine du quotidien. Mais connaissons-nous vraiment la critique formulée dans celui-ci, et la pensée de l'écrivain ? L'auteur retrace le parcours et la pensée d'Orwell, les impacts de son roman 1984 et ses résonances actuelles.

■ **Le tour du monde de la fermentation. Traditions, techniques et recettes**, Sandor Ellix Katz, éd. Terre Vivante, 2022, 352 p., 36 €. L'auteur nous emmène dans un voyage culinaire passionnant à la découverte de techniques de fermentation ancestrales. Nous partons avec lui rencontrer des cuisinières et des agriculteurs qui livrent leurs techniques en toute simplicité.

■ **Construire l'économie postcapitaliste**, Audrey Laurin-Lamothe, Frédéric Legault, Simon Tremblay-Pepin, éd. Lux, 2023, 248 p., 20 €. "Mais par quoi proposez-vous de remplacer le capitalisme ?", s'entendent demander les militantes de gauche, qui n'auraient à proposer que les goulags soviétiques. Les autrices s'attèlent de front à cette question. Modèle de planification démocratique de l'économie, économie participative, économie de communauté, etc., sont autant de modèles théoriques qui ont été forgés et qui sont ici présentés dans leurs implications, leurs critiques, etc. Un livre qui donne beaucoup de grain à moudre.

## Roman

■ **Moi, Madison Washington**, Thierry Maugest, éd. Albin Michel, 2023, 240 p., 21 €. Belle biographie romancée de

celui qui organisa la plus grande évacuation d'esclaves aux États-Unis en 1841. Les débats provoqués par cette action, largement relayée dans les médias de l'époque, vont entraîner la partition du pays entre esclavagistes et abolitionnistes qui aboutira à la guerre de sécession vingt ans plus tard.

■ **Les fruits du myrobolan**, Marco Martella, Actes Sud, 2023, 184 p., 20 €. L'auteur, jardinier de cœur, habite dans la Brie, une région réputée monotone, dans laquelle il sait repérer les merveilles de la flore, et notamment du myrobolan, autre nom du prunier sauvage. Dans un style agréable et intimiste, il raconte les relations de voisinage qui se tissent dans cet univers.

## B. D.

■ **Suites algériennes, 1962-2019, T2**, Jacques Ferrandez, éd. Casterman, 2023, 168 p., 18 €. Suite de l'exploration des batailles politiques, des règlements de compte, de l'indépendance algérienne à aujourd'hui. La guerre civile des années 1990 entre islamistes et FLN n'est pas la première : en 1962, la conquête du pouvoir s'est faite avec des massacres. Mélangeant personnages réels et imaginaires, l'auteur montre la complexité de la réalité.

■ **Le calcul du papillon**, Dan Pandisian, d'après une nouvelle de Liu Cixin, éd. Delcourt, 2023, 80 p., 20 €. Pendant le conflit yougoslave, un météorologue serbe constate que lorsqu'il y a du brouillard, les bombardements sur Belgrade s'arrêtent. S'appuyant sur la théorie du battement d'aile du papillon qui peut déclencher à distance une tornade, il utilise les données météorologiques pour essayer de provoquer un brouillard permanent. Plus science-fiction que pacifiste.

■ **Le syndrome de l'iceberg**, Paul Rey, éd. Sarbacane, 2023, 192 p., 28€. Année 2055. L'omniprésence des objets dotés de conversation du fait du déploiement de l'intelligence artificielle, entraîne des comportements d'isolement social encore jamais connus. Le narrateur mène l'enquête pour comprendre la disparition de son frère en lien avec ce phénomène.

## Jeunesse

■ **Les aventuriers du jardin**, Amandine Thomas, éd. Sarbacane, 2023, 32 p., 16,90€. Dès 6 ans. Un album documentaire grand format, qui explique le fonctionnement du vivant (graines, vers de terre, eau,...) à travers les tribulations de 3 enfants dans un jardin. Une visée entièrement didactique et pédagogique, avec des textes explicatifs assez développés.

■ **Contes des ours et des loups du monde entier**, Patrick Fischmann, Bruno Pilorget, éd. Rue du monde, 2023, 144 p., 19,50 €. Dès 7 ans. Une vingtaine de beaux contes illustrés des quatre coins du monde, qui nous parlent entre autres de la grande famille du vivant dont nous faisons partie. Un très beau voyage.

## Essais

Le guide *Terre vivante* du jardin forêt

*Le Jardin d'Émerveille* / Rémi Kulik

À partir de sa propre expérience, Rémi Kulik décortique tous les aspects de la création et de l'entretien d'un jardin foisonnant, imitant la diversité et la densité d'une forêt. Sol, botanique, irrigation, ravauteurs, mais également *design* et analyse pointue sont aux rendez-vous. L'auteur nous invite à picorer dans les chapitres au gré de nos envies et surtout à observer la nature. Cet ouvrage bien conçu permet de se lancer dans l'expérimentation d'un jardin résilient et coloré composé d'une diversité d'arbres et de plantes comestibles, médicinales, aromatiques. Pour les jardinières débutantes comme pour les plus expérimentées. DB

Éd. Terre Vivante, 2023, 288 p., 35 €.



## Un mauvais usage du monde

Stéphane Foucard

L'effet majeur du glyphosate (produit à la base de pesticides tels que le Roundup) est de rendre possible l'exploitation de la terre presque sans main-d'œuvre. Il est un instrument de l'industrialisation de l'agriculture. On se focalise (à raison) sur ses effets sanitaires directs, mais on néglige (à tort) de dénoncer la variété de ses effets indirects. Il permet la surproduction de protéines végétales en Amérique du Sud, nourrit le commerce de tourteau de soja, et donc la production de cochons et de volailles qui s'en nourrissent, entraînant la dissémination de nitrates dans les eaux de consommation et développant la prolifération d'algues vertes. Malgré toutes les preuves de ses nuisances accumulées depuis 20 ans, les agences de l'Union européenne continuent à considérer que le glyphosate n'est ni cancérigène ni mutagène, ni reprotoxique, ni perturbateur endocrinien. MD

Éd. Seuil Libelle, 2023, 42 p., 4,50 €.



## Bifurquer par temps incertains

Laure Noualhat

Les périodes de confinement ont poussé de nombreuses personnes à passer à l'action, à changer de mode de vie. Laure Noualhat, à partir d'entretiens avec des porteuses de jeunes initiatives, développe des questions allant du changement personnel pour aller vers la mise en place de collectifs, à comment espérer infléchir la marche de la société actuelle. La sociologie des personnes qui bifurquent mériterait d'être explorée car on croise ici beaucoup de jeunes diplômées, sans beaucoup d'argent, mains pleines d'énergie, et des personnes plus âgées ayant un capital financier qui leur permet de limiter les risques. Beaucoup de Parisiennes, pas beaucoup de banlieusardes. Facile de lecture, avec plein d'anecdotes et de réflexions intéressantes, le livre ne donne toutefois pas toutes les réponses, et l'écoanxiété de l'autrice s'exprime régulièrement. Le livre s'achève par une présentation des outils utiles pour aller plus loin : lectures, lieux, sites internet, etc. De quoi tenter sa propre bifurcation. MB.

Éd. Tana, 2023, 260 p., 20 €.



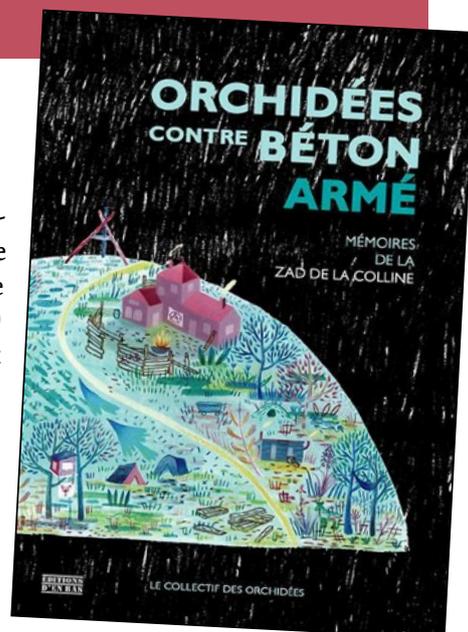
Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie. Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.

### Orchidées contre béton armé

**Collectif des Orchidées**

Au nord de Lausanne, en Suisse, après la décision du tribunal d'autoriser l'agrandissement de la carrière de Lafarge-Holcim, un collectif se met en place qui, à partir du 16 octobre 2020, occupe les lieux menacés. La *Zad de la Colline* se met en place. Après une plainte de la multinationale, le tribunal fixe une limite pour le départ des occupant-es et le 30 mars 2021, 600 robocops envahissent les lieux et démolissent les cabanes, les tentes... et les rêves. Ce livre reprend par ordre chronologique les contributions d'une quarantaine de personnes depuis l'idée de l'occupation jusqu'à la fin des procès en 2022. Narration sur le terrain, réflexions, poésie, dessins, photos, chansons se succèdent et font bien passer le spectre des émotions : émerveillement devant la nature, chaleur humaine, engagements, difficultés relationnelles, espoirs d'un autre monde, puis crainte de la répression, rage face à la destruction et rebonds ou non après la dispersion des 400 personnes présentes le jour de l'évacuation. Un gros pavé qui se lit comme un récit de l'intérieur vu par pleins de regards différents. Une saine réflexion sur notre capacité ou non à lutter contre un capitalisme qui nous entraîne vers l'effondrement généralisé. De quoi inspirer d'autres ZAD. FV.

Éd. *d'en Bas*, 2023, 500 p. 25 €.



### Le chaudron militaire turc Un exemple de production de la violence masculine

*Pinar Selek*

Qu'est-ce qui lie l'institution militaire à la production de la violence masculine ? Ce petit livre, fruit d'une enquête sur le sujet dans l'armée turque, explique bien ce phénomène. Pour faire partie de la classe sociale de sexe dominant, les jeunes hommes vont apprendre à la fois le combat et la soumission. L'analyse des nombreux témoignages d'appelés, édifiants, permet de voir au plus près comment se construit cette masculinité dominante. D'autres étapes de la vie sont aussi importantes dans cette construction, telles que le mariage ou encore la paternité. Le livre élargit l'analyse bien au-delà de la Turquie et interroge le rôle des systèmes hiérarchiques, la construction de la culture de la violence. Il part d'une interrogation brûlante de la sociologue, écrivaine et militante de Turquie face à l'assassinat de son ami le journaliste arménien Hrant Dink : "Comment a-t-on fait pour transformer un bébé en assassin ?". Une réflexion nécessaire. GG

Éd. *Des Femmes*, 2023, 106 p., 10 €.



avec des éoliennes industrielles mais appartenant à des collectifs citoyens ou des collectivités publiques. MB.

Éd. *Ulmer*, 2023, 144 p. 17 €.

### Exploiter les vivants Une écologie politique du travail

*Paul Guillibert*

Les leçons d'écologie qu'on nous dispense sont souvent tournées vers l'individu, la vie domestique, le traitement des déchets familiaux. Les mesures que l'on peut prendre à notre échelle restent bien anecdotiques comparativement aux dégâts produits par l'extractivisme, la surproduction galopante, la déforestation, le gaspillage de l'eau et de l'énergie à grande échelle. Après un recensement des différents courants de pensée de l'écologie (dont les courants technologiques), l'auteur s'appuie sur une analyse marxiste des rapports de production et de domination du capitalisme qui exploite toutes les ressources du vivant. Son objectif : créer de nouvelles alliances entre le monde du travail et les écologistes en participant aux luttes sociales en cours, sur tous les fronts (y compris féministes, contre les inégalités de genre, pour les décolonisations, pour la cause animale). MD

Éd. *Amsterdam*, 2023, 160 p., 13 €.



### Construire une éolienne

*Tristan Urtizberea*

L'auteur commence par un historique de nos usages du vent, par la critique de la dérive industrielle actuelle dans le domaine de l'éolien et recentre le débat : la production d'énergie, autonome si possible, ne peut se penser que dans le cadre d'une forte baisse de nos consommations. Il nous montre ensuite, en commentant des photos, comment construire une éolienne de petite taille (maximum 2 kW) et présente quelques installations chez des particuliers. Il manque toutefois un chapitre pour réfléchir à des solutions plus globales : si l'on veut remplacer une seule éolienne géante de 12 MW par des éoliennes de 2 kW, il faudra quand même en installer 6 000 ! Pas sûr qu'au niveau des ressources en matériaux, des nuisances ou des finances, on soit gagnant. Même avec un scénario *Négawatt*, qui prévoit une baisse de 33 % de nos consommations énergétiques, ne produire qu'avec des éoliennes domestiques ne semble pas réaliste. Une solution serait de coupler des initiatives individuelles



### De la terre à l'assiette

*Quentin Guillon*

Sous la forme d'un récit, presque d'un journal de bord, l'auteur nous raconte le parcours de vie d'Antoine, qui a monté un restaurant bio et travaille avec des agriculteur-ices et des éleveur-ses qu'il a sélectionné-es. Chemin faisant, il nous fait part de ses réflexions et de celles de son épouse sur leur expérience, ainsi que de celles de leurs voisins paysans. Il y est question de la politique agricole commune (PAC) et de ses évolutions qui ont conduit progressivement au système agro-industriel à partir des années 1960. On y parle de sécheresse et d'irrigation, de la gestion des petites exploitations, des habitudes alimentaires des client-es auquel-les Antoine fait découvrir les légumes et les épices, des relations avec les cantines des groupes scolaires et les crèches. Sa préoccupation principale : parvenir à l'autonomie alimentaire du territoire en assurant une sécurité alimentaire. MD

Éd. *Impacts*, 2023, 157 p., 15 €.

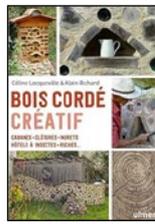


## Bois cordé créatif

Céline Locqueville et Alain Richard

Depuis les premières constructions en bois cordé au *Biolopin* (Jura) par Alain Richard, à la fin des années 1980, la technique de ces murs qui permettent d'utiliser des bûches de bois enrobées dans un torchis ou un pisé de terre, a évolué et s'est surtout développée dans un cadre décoratif. C'est ce qu'explique très bien ce livre, illustré de près de 400 photos et dessins, et qui donne toutes les données techniques nécessaires pour passer à la pratique. Comment accorder auto-construction et esthétique. MB.

Éd. Ullmer, 2023, 160 p. 25 €.

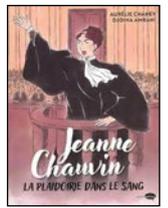


## Jeanne Chauvin

Aurélien Chaney et Djoïna Amrani

À la fin du 19e siècle, Jeanne Chauvin réussit à s'inscrire en faculté de droit. Brillante, elle obtient ses diplômes, mais va devoir encore batailler pendant longtemps avant de pouvoir être avocate. Avec l'aide de groupes féministes et de son frère, élu socialiste, elle va franchir les obstacles. Elle peut plaider pour la première fois en 1901. Elle rédige des projets de lois diminuant les inégalités hommes-femmes. Elle obtient en 1907 la liberté pour les femmes de gérer elles-mêmes leurs salaires. Un féminisme alors issu des milieux aisés. Le dessin est parfois un peu hésitant, mais cela permet d'exprimer plus d'empathie avec l'héroïne de ce livre. FV.

Éd. Marabulles, 2023, 176 p. 24 €



## B. D.

### Au cœur des solitudes

Lomig

Grièvement blessé dans une scierie, John Muir se retrouve provisoirement aveugle. Quand il retrouve la vue, il décide de se lancer dans une grande expédition à travers l'Amérique du Nord pour observer et décrire la nature. Nous sommes en 1867. Il va ainsi sillonner les États-Unis, à pied essentiellement. Il prend conscience des dégâts que les activités humaines portent à la nature et va, plus tard créer la première association de protection de l'environnement : le *Sierra Club* qui existe toujours aujourd'hui. Cette BD, superbement dessinée, essaie de nous faire ressentir ce que John Muir pouvait observer dans une nature alors plus sauvage qu'aujourd'hui. Ses échanges avec les fermiers et les artisans qui l'hébergent montrent déjà la divergence de vue entre les productivistes et les futurs écologistes. Un parcours initiatique historique, toujours d'actualité. MB.

Éd. Sarbacane, 2023, 176 p. 29 €.

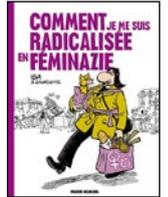


### Comment je me suis radicalisée en féminazie

Isa et Gaudelette

Se représentant dans quelques années en vieille fille à chat dans un Ehpad féministe autogéré, Isa réagit aux propos misogynes de toutes sortes avec humour. Elle raconte à ses petits-neveux comment est mort le patriarcat avec forces anecdotes reliées à l'actualité récente. L'avertissement en début de livre donne le ton : "Certains épisodes contiennent des passages avec points médians (...) et même quelques propos à tendance misandre qui pourraient heurter la sensibilité des hommes blancs cis hétéros boomers dominants un brin susceptibles. Une cellule d'écoute et de soutien psychologique est à leur disposition sur le site de *Fluide glacial*". Une formidable réponse au machisme ambiant. FV.

Éd. Fluide Glacial, 2023, 56 p. 14 €.



### À l'arrêt

Sandra Ndiaye, Frédéric Debomy,  
Benjamin Adès

Animatrice culturelle dans une maison d'arrêt, cela vous expose à de nombreuses difficultés, quelques joies, et beaucoup d'interrogations sur le rôle de la prison. Sandra doit franchir dix portes avant d'atteindre son bureau. Alors qu'elle sympathise avec certains prisonniers, elle découvre parfois avec horreur pourquoi ils sont là. Elle assiste aussi aux nombreux dysfonctionnements de la maison, aux dépressions, aux suicides... mais aussi aux libérations réelles ou intellectuelles. Le récit d'un métier au quotidien, qui s'arrête lorsque Sandra prend un congé maternité, et ne revient pas. Nuancé, ce récit montre bien les limites de l'enfermement. FV.

Éd. Delcourt / Encrages, 2023, 96 p. 16 €.



## Jeunes

### On fait la paix ?

Isabelle Rossignol, Marie-Pierre Oddoux

Dès 7 ans. Quand la guerre éclate en Europe, à 1 000 kilomètres de nos frontières, Inès et ses ami-es ont peur, et se posent de nombreuses questions (est-ce que la guerre va venir ici ? Est-ce qu'on va mourir ?). Leur maîtresse y répond du mieux qu'elle peut. Puis la famille d'Inès héberge à la maison une famille fuyant la guerre. Inès et ses ami-es ne supporte pas leur fille, et bientôt à l'école deux clans vont s'affronter à son sujet... "La guerre, c'est donc ça alors ? On est jaloux, on déteste, on se dit qu'on nous vole quelque chose, et voilà, on déclare la guerre ?". Une fable, en livre petit format, qui fait réfléchir sur les mécanismes communs entre la guerre armée et celle dans la cour d'école. GG

Éd. Talents Hauts, 2023, 50 p., 7,90 €.



### Les exilés de Mosseheim

Sylvain Runberg, Olivier Truc, Julien Carette

Une centrale nucléaire explose en Alsace. 5 millions de personnes (France, Allemagne, Belgique...) sont évacuées dans des camps de réfugiés en Suède. La famille Murat se retrouve à vivre comme l'ont été les Syrien-nes quelques années auparavant. Une entreprise propose d'employer les réfugié-es en sous-traitance alors que les personnes tombent plus ou moins rapidement malades selon leur degré d'irradiation. Le gouvernement parle d'un attentat islamiste, mais tarde à fournir des preuves. Dans le camp, un ingénieur de la centrale a des révélations à faire, mais les services secrets le cherchent. Un excellent début de série qui présente ce qui pourrait se passer en cas d'accident majeur, toujours et plus que jamais possible. MB.

Éd. Dupuis, 2023, 88 p. 22 €



### Akané, la fille écarlate

Marie Sellier, Minna Yu

Dès 7 ans. Akio et ses parents vivent dans la forêt. Un jour, des engins viennent raser les arbres et déverser des produits toxiques, la forêt est dévastée. Akio entend les gémissements d'une fillette endormie contre un érable mal en point. Transportée chez eux et soignée, rien ne la guérit. Elle ne cesse d'appeler : "Érable, ô mon érable...". C'est alors qu'Akio a l'idée de transplanter l'érable chétif près d'elle. Il va prendre soin de son arbre, et, ô miracle... Une belle fable, illustrée avec douceur, sur la trame du vivant qui nous lie aux autres êtres, y compris végétaux, pour le meilleur et pour le pire. GG

Éd. HongFei, 2023, 40 p., 16,90 €.





☐ **L'écologie en 50 victoires**  
format 60x84cm - 8 €\*

Cette affiche célèbre les luttes victorieuses de ces 60 dernières années en France. Abandon de grands projets inutiles et imposés, mise à l'arrêt d'infrastructures destructrices, maintien de services publics, cette carte vise à nous montrer que les victoires sont possibles, tout en rappelant la nécessité des luttes.



☐ **Désobéissance civile !**  
format 60x84cm - 7 €\*

Face à des lois injustes, à des régimes oppressifs ou sourds aux exigences vitales des peuples, la résistance est légitime. Cette affiche donne à voir la diversité des formes de la désobéissance civile. Autant de sources d'inspiration pour agir aujourd'hui !



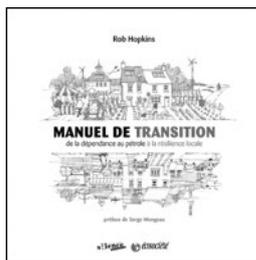
☐ **100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui**  
format 60x84cm - 7 €\*

Un joyeux panorama qui donne voix à la variété des approches du féminisme, et vous emmène à la découverte d'horizons parfois méconnus. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.



☐ **La voie de la sobriété**  
248 p. - 18 €\*\*\*

Avec des images frappantes et un grand souci de vulgarisation, l'écologiste indien Mansoor Khan explique de façon originale pourquoi notre modèle économique basé sur la croissance illimitée est voué à l'échec. "Un nouveau paradigme basé sur l'écologie réelle de notre planète." (Vandana Shiva)



☐ **Manuel de transition**  
212 p. - 20 €\*\*\*

Ce livre accessible, clair et convaincant expose tous les outils, détails pratiques et étapes nécessaires pour préparer l'avenir en diminuant radicalement les besoins énergétiques à l'échelle de sa communauté. Avec un peu d'humour, ce qui ne gêne rien !



☐ **L'insolente**  
Dialogues avec Pinar Selek  
224 p. - 12 €\*\*

Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Un récit inspirant !

Frais de port affiches et livres :

\* : 2 € de 1 à 3 ex., 4 € de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

\*\* : 3 € de 1 à 2 ex., 7 € de 3 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

\*\*\* : 5 € de 1 à 2 ex., 9 € de 3 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

# SILENCE, C'EST VOUS AUSSI...

## Venez nous voir le 14 décembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe le jeudi entre 13h et 20h30. Apéro partagé à 20h30. Le nouveau numéro vous est aussi offert.

Prochaines expéditions : 18 janvier, 15 février, etc.

## Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 9h30 les **mercredis 20 décembre** (pour le numéro de février), **24 janvier** (pour le numéro de mars), etc.

N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction.

Pour envoyer des annonces pour le numéro de février, vous avez jusqu'au 26 décembre, puis jusqu'au 31 janvier pour le numéro de mars, etc.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

## Rejoignez un relai local

• **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, [federmanja@gmail.com](mailto:federmanja@gmail.com)

• **Allier.** Jean-Paul Pellet, [jeanpaulpellet@orange.fr](mailto:jeanpaulpellet@orange.fr), tél. : 04 70 49 23 67 (soir)

• **Territoire de Belfort.** Étienne Mangin, [etienne.mangin@laposte.net](mailto:etienne.mangin@laposte.net), tél. : 03 84 58 18 84

• **Bretagne.** Alexis Robert, *La Guette en Beauvais*, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83 ; **Sud-Finistère.** Raymond Cochet, 27 rue de l'Aven Port Manech, 29920 Nevez, [monmoncochet@free.fr](mailto:monmoncochet@free.fr), tél. : 06 88 05 40 35

• **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, [obarm@laposte.net](mailto:obarm@laposte.net), tél. : 06 84 51 26 30

• **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, [pineau.jeanmarc@wanadoo.fr](mailto:pineau.jeanmarc@wanadoo.fr)

• **Gard.** Pascal Antonanzas, 100 bis rue Victor Hugo, 30160 Bessèges, [mploiko36@gmail.com](mailto:mploiko36@gmail.com), tél. : 06 04 03 06 42

• **Gironde.** Groupe Silence 33, Tél. : 06 68 33 32 40, [silence33@ouvaton.org](mailto:silence33@ouvaton.org)

• **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25 rue du Petit Fort, 87300 Bellac, [brig.bellac@gmail.com](mailto:brig.bellac@gmail.com), tél. : 05 55 76 31 70

• **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, [cabvalerie@yahoo.fr](mailto:cabvalerie@yahoo.fr) ; Elisa Soursac, [elisa@mailz.org](mailto:elisa@mailz.org), 4 impasse des Camélias, 34070 Montpellier, tél. : 09 79 10 81 85

• **Ile-de-France (Val-de-Marne, Hauts-de-Seine et Essonne).** Agenda Collaboratif de la Vallée de la Bièvre, [alternatives.valdebievre@gmail.com](mailto:alternatives.valdebievre@gmail.com), <https://agendavalleedelabievre.jimdo.com> ; Céline, tél. : 06 60 54 76 47

• **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, [contact@decroissance44.org](mailto:contact@decroissance44.org)

• **Lyon (Monts du Lyonnais et Forez Est).** Pierre Lucarelli, [pierre.lucarelli@revuesilence.net](mailto:pierre.lucarelli@revuesilence.net), tél. : 09 54 18 33 94

• **Mayenne.** Ingrid de Rom, *Les Petits Pins*, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03

• **Meurthe-et-Moselle.** Gérard Varinot, 54200 Toul, tél. : 03 83 64 47 27

• **Moselle.** Yann Porte, association Motris, 49 boulevard d'Alsace, 57070 Metz, [yann.porte@laposte.net](mailto:yann.porte@laposte.net), tél. : 06 52 92 63 66

• **Nord-Isère.** Céline Bartette, tél. : 06 63 13 42 99, [celine.bartette.adaliis@bbox.fr](mailto:celine.bartette.adaliis@bbox.fr)

• **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 Saint-Cyr-sur-Morin, [biovivreinbrie@gmail.com](mailto:biovivreinbrie@gmail.com)

# NUMÉROS À L'UNITÉ

## Numéros disponibles (4,80 € l'ex.)

- 491 Jai Jagat : Les Gandhi de grand chemin
- 492 Sortir de l'apiculture intensive
- 493 Bières artisanales en effervescence
- 496 Le biorégionalisme, le monde d'après ?
- 497 Fukushima : 10 ans, ce n'est qu'un début
- 498 Le numérique, son monde... et nous
- 499 L'écologie du livre
- 500 Écouter, regarder, raconter (6,50 € l'ex.)
- 501 Décoloniser l'écologie
- 502 Le bluff de l'économie circulaire

- 503 Sortir de l'industrie de la fleur
- 504 Faut-il vraiment planter des arbres ?
- 506 Low tech, du technique au politique
- 507 Quelle place pour le sauvage ?
- 508 Méthanisation, le gaz qui n'a rien de bio
- 509 L'avion du futur, c'est le train (5,20 € l'ex.)
- 511 Après la Terre, détruisons l'espace (5,20 € l'ex.)
- 512 Coopératives : libérer le travail (5,20 € l'ex.)
- 513 Cafés collectifs villageois (5,20 € l'ex.)
- 514 Les victoires de l'écologie (5,20 € l'ex.)
- 516 La science-fiction se met au vert (5,20 € l'ex.)
- 517 Lieux collectifs, réinventer la propriété (5,20 € l'ex.)

- 518 Rivières en résistance (5,20 € l'ex.)
- 519 Reprendre les terres à l'industrie (5,20 € l'ex.)
- 520 On ouvre une épicerie collective ! (5,50 € l'ex.)
- 521 Les pros se mettent au vélo (5,50 € l'ex.)
- 522 Quelques voix de l'écoféminisme (5,50 € l'ex.)
- 523 REPAS, pratiquer l'utopie au travail (5,50 € l'ex.)
- 524 Agrivoltaïsme : Ne tombons pas dans le panneau ! (5,50 € l'ex.)
- 525 Élevage industriel : et après ? (5,50 € l'ex.)
- 526 Alternatives en Catalogne (5,50 € l'ex.)
- 527 Vivre et résister à Longo Mai (5,50 € l'ex.)

**Frais de port numéros**, pour la France comme pour l'étranger : 3 € pour un ex., 5 € pour 2 et 3 ex., 6,50 € pour 4 ex. et plus.

# ABONNEMENT

## Abonnement par prélèvement

### Mandat de prélèvement SEPA

#### Type de paiement :

##### Paiement récurrent / répétitif :

- 9 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 13,50 € par trimestre (abonnement normal)
- ..... € par trimestre (abonnement de soutien)

##### Paiement ponctuel :

- ..... € (commande ci-dessous)

**Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.**

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

RUM (sera rempli par Silence) : \_\_\_\_\_

**Débiteur :** Nom et prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

#### Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : \_\_\_\_\_

BIC : \_\_\_\_\_

#### CRÉANCIER : SILENCE

9 rue Dumenge, BP 4215,  
69241 LYON Cedex 04  
FRANCE  
I.C.S. FR82ZZZ545517

#### À retourner à Silence (adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement  
un relevé d'identité  
bancaire (RIB).

Fait à :  
Signature :

Le :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.  
**Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.**

## Autres formules d'abonnement

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
<b>Découverte</b> 1 <sup>er</sup> abonnement, 6 n°	<input type="checkbox"/> 30 €	<input type="checkbox"/> 35 €
<b>Particulier</b> 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 55 €	<input type="checkbox"/> 65 €
<b>Bibliothèque, association...</b> 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 75 €	<input type="checkbox"/> 85 €
<b>Soutien</b> 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 70 € et +	<input type="checkbox"/> 75 € et +
<b>Petit futé</b> 2 ans, 22 n°	<input type="checkbox"/> 90 €	<input type="checkbox"/> 105 €
<b>Petit budget</b> 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 37 €	<input type="checkbox"/> 44 €
5 abonnements Découverte offerts + <b>vosre abo.</b> <b>1 an gratuit</b> (cf. conditions ci-dessous à droite)	<input type="checkbox"/> 150 €	Nous contacter

**Groupés** à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

## Coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Prénom & Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

# RÈGLEMENT

## Récapitulatif de votre commande

	Prix unitaire	Nombre	Sous-total	Frais de port
Abonnement(s) :				X
Numéro(s) :				
Affiche(s) :	7 €			
Livre(s) :				
<b>Total :</b>				

## Modes de règlement

- > **par chèque** (à l'ordre de Silence),
- > **par virement** : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126  
BIC : CCOPFRPPXXX
- > **en ligne sur [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)**
- > **ou par prélèvement** en remplissant le mandat ci-dessus

**Pour l'envoi de votre commande, pensez s'il vous plaît, à nous indiquer vos coordonnées ci-dessus !**

## Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouvelles abonné-es au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 30 = 150 € (pour la France).

# Une ZAD sur un glacier contre l'artificialisation de la montagne

Du 6 au 13 octobre 2023, l'équipe glaciaire des *Soulevements de la Terre* a occupé le glacier de la Girose, dans le massif des Écrins (Isère et Hautes-Alpes), à 3 400 mètres d'altitude. Elle a bloqué les travaux d'un nouveau tronçon du téléphérique de la Grave, afin d'empêcher l'artificialisation de la montagne, qui menace son équilibre fragile. Le *SATA Group*, porteur du projet, veut construire un des plus grands domaines skiables d'Europe et doubler la fréquentation de ses stations d'ici 2030. Alors que l'enneigement ne fait que diminuer, les défenseuses de la montagne s'opposent à la fuite en avant de l'industrie touristique et à la construction d'une centaine de nouveaux logements touristiques, qui accompagnerait le projet. L'équipe glaciaire appelle à trouver les moyens de vivre dignement avec la montagne, que ce soit du tourisme ou d'autres activités. *"Nous ne pouvons empêcher le glacier de fondre sous nos pieds mais nous pouvons empêcher les travaux d'un énième projet mortifère."*

◆ Contact : <https://lessoulevementsdelaterre.org>.

Lola Keraron

